



La Guerre des cinq jours : un conflit russo-géorgien en 2008

Chef d'escadron Michaël DESWARTE
Stagiaire de la 25^e promotion de l'École de guerre
2018

Résumé

En août 2008, le Caucase a été le théâtre d'une guerre opposant la Géorgie à la Russie, à l'issue de laquelle la Russie a décidé de reconnaître la souveraineté de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, régions sécessionnistes géorgiennes indépendantes *de facto* depuis le début des années 1990. Déclenchée par le président géorgien M. Saakachvili, cette guerre a découlé de la superposition dans le Caucase d'aspirations géopolitiques contraires. Ce mémoire aborde les enjeux de ce conflit selon une approche multiscalaire, en mettant en perspective les aspirations séparatistes abkhazes et ossètes, la politique d'unification et de modernisation de l'État géorgien, la complexité de la relation post-coloniale entretenue par la Russie et la Géorgie et les rivalités géopolitiques internationales inscrites dans les réalités caucasiennes.

In August 2008, after the war against Georgia, Russia decided to recognize the sovereignty of the secessionist Georgian regions of Abkhazia and South Ossetia, which are *de facto* independent since the early 1990's. This war, unleashed by the action of the Georgian President M. Saakashvili, was a consequence of a clash between contrasting geopolitical goals in Caucasus. This essay adopts a multi-scale approach to explain the war, analyzing its various dimensions, starting with the Abkhazian and Ossetian separatisms and the Georgian policy, aimed at "unifying" and modernizing the country, but dealing as well with the complex relationship between Russia and Georgia and finally with the wider international geopolitical rivalries playing out in the Caucasus.

Remerciements

Cette étude est dédiée à la mémoire de Nugzar Okromchedlishvili, chauffeur-démarcheur de la mission de défense de l'ambassade de France en Géorgie. Tout au long de ma mission de six mois à Tbilissi, il a partagé son expérience de témoin du conflit géorgien.

Je remercie monsieur Philippe Richardot pour ses précieux conseils dans la direction de ce travail de recherche.

Table des matières

Introduction	p09
1. L'internationalisation d'un conflit interethnique	p13
1.1 Un conflit interethnique hérité du passé soviétique	p13
1.1.1 Les guerres au cœur des transformations post-soviétiques du Caucase	p13
1.1.2 La Géorgie en quête d'unité	p14
1.2 Moscou-Tbilissi, des relations conflictuelles qui se dégradent fortement dès 2004	p15
1.2.1 La volonté russe de se maintenir dans le Caucase Sud...	p16
1.2.2 ...se heurte au désir géorgien d'indépendance	p17
1.3 La Géorgie, théâtre d'une nouvelle forme de Guerre froide	p18
1.3.1 Le Caucase au cœur du nouveau Grand jeu	p18
1.3.2 Des itinéraires concurrents pour les hydrocarbures	p20
2. La Guerre des cinq jours : victoire éclair russe	p22
2.1 L'offensive géorgienne sur Tskhinvali, point d'orgue de la montée des tensions	p22
2.1.1 Un contexte sécuritaire dégradé depuis le printemps 2008...	p22
2.1.2 ...a poussé Tbilissi à intervenir	p23
2.2 La contre-offensive éclair russe	p24
2.2.1 L'emploi de moyens irréguliers...	p24
2.2.2 ...combiné avec une démonstration de force traditionnelle	p27
2.3 Résolution du conflit	p29
2.3.1 Le plan de paix Sarkozy Medvedev en six points	p29
2.3.2 Bilan humain et matériel	p30

3. Enseignements du conflit	p33
3.1 Les raisons de la catastrophe géorgienne	p33
3.1.1 Un excès de confiance dans ses propres forces	p33
3.1.2 Une mauvaise analyse de la menace	p34
3.2 Une victoire russe contrastée	p36
3.2.1 Des lacunes dans les moyens et le commandement	p36
3.2.2 Les réformes de 2009 et la doctrine Guerasimov	p38
3.3 Les responsabilités occidentales	p40
3.3.1 Une inconséquence occidentale ?	p40
3.3.2 Les conséquences politiques de l'inaction	p41
Conclusion	p45
Annexe 1 : Chronologie	p49
Annexe2 : Cartes	p51
Annexe 3 : Tableaux statistiques.	P55
Annexes 4 : Caricatures	p59
Annexe 5 : Ordre d'opération géorgien	p63
Annexe 6 : Plan Sarkozy Medvedev en 6 points	p69
Annexe 7 : Synthèse graphique de la guerre hybride par V. Gerasimov	p73
Bibliographie	p75

Introduction

Petit pays montagneux de seulement 69 700 km² (dix fois moins que la France) pour 3 729 500 habitants, la Géorgie est située sur la ligne de division entre l'Europe et l'Asie, carrefour stratégique où transitent les hydrocarbures de la Caspienne. Le pays a des frontières avec la Russie au nord, l'Azerbaïdjan à l'est, l'Arménie au sud et la Turquie au sud-ouest. Elle est bordée à l'ouest par la mer Noire. À l'image du Caucase, la Géorgie est un pays multiethnique et la coexistence entre les Géorgiens, Abkhazes et Ossètes, contraints de vivre ensemble par le pouvoir impérial, puis soviétique, est la source de conflits.

Ce travail porte sur la guerre qui éclata dans ce pays en août 2008, plus connue sous la dénomination de la Guerre des cinq jours. Le 7 août 2008, alors que le monde entier s'apprêtait à tourner les yeux vers Pékin pour la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin, les forces armées géorgiennes se lancèrent à l'assaut de la province sécessionniste d'Ossétie du Sud. Présentée par Tbilissi comme une réponse aux provocations continues des forces ossètes, qui avaient émaillé les mois et les semaines précédents, l'aventure pour la reconquête de cette province se termina cinq jours plus tard, par l'annonce d'un cessez-le feu, au goût amer de défaite pour la Géorgie. Elle a également entraîné dans le conflit les forces de sécurité d'une autre province séparatiste, l'Abkhazie. Il ne s'agissait pas seulement d'un nouvel acte dans la tragédie qui a plongé le pays dans la guerre civile depuis son indépendance recouvrée en 1991. Ce fut en effet la première fois que la Fédération de Russie intervenait militairement hors de ses frontières depuis la fin de l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques), et, qui plus est, contre un de ses voisins, membre de la CEI (Communauté des États Indépendants). Face aux forces russes venues, selon le Président Dimitri Medvedev, « *protéger les vies et garantir la dignité des citoyens russes, où qu'ils soient dans le monde* », la détermination géorgienne n'aura tenu que cinq jours¹.

La guerre de 2008 a aussi marqué l'échec de l'espoir démocratique né d'une révolution des Roses pacifique et libérale. La Géorgie fut en effet le premier pays à connaître une révolution de couleur en 2003, suivie en 2004 par la Révolution orange en Ukraine, puis par celle des Tulipes au Kirghizstan en 2005. Dix ans après la guerre, il est encore difficile

¹Déclaration du président Medvedev devant le conseil de sécurité de la Fédération de Russie le 08/08/2008
<http://en.kremlin.ru/events/president/news/1043>

d'établir les responsabilités du déclenchement des hostilités. De nombreuses questions surgissent devant l'ampleur de la crise. De l'espoir démocratique de la révolution à la catastrophe de 2008, moins de cinq années se sont écoulées. « Comment en est-on arrivé là? » se demandent encore aujourd'hui les Géorgiens, à commencer par Salomé Zourabichvili, ancienne ambassadrice de France à Tbilissi et Ministre des Affaires étrangères du gouvernement Saakachvili². La chance avait pourtant toujours souri à Mikhaïl Saakachvili depuis son accession au pouvoir, du décollage économique à l'éradication de la majeure partie de la corruption, en passant par la reconquête de la région séparatiste d'Adjarie. Elle semble l'avoir définitivement quitté lorsqu'il s'est agi de l'Ossétie du Sud. A-t-il misé une fois de trop sur sa bonne étoile, espéré qu'il allait une nouvelle fois ramasser la mise par un nouveau coup de poker? S'est-il comporté comme un aventurier psychologiquement instable, comme l'ont parfois décrit les médias russes? Ou bien a-t-il tout simplement trop compté sur l'alliance des Occidentaux, lui qui voyait déjà la Géorgie entrer dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et devenir le membre le plus oriental de l'Union européenne? Comment l'équilibre entre les différents peuples géorgiens, bien que précaire et émaillé d'échauffourées, a pu voler en éclat et déboucher radicalement sur une nouvelle guerre ouverte? Et comment expliquer la volte-face diplomatique des autorités russes vis-à-vis des provinces séparatistes géorgiennes, elles qui avaient réprimé par le sang les velléités indépendantistes tchéchènes et dénoncé par principe l'indépendance du Kosovo? Pourquoi Moscou, qui cherchait jusque là à redorer son image auprès de ses partenaires occidentaux, a brutalement choisi une option militaire qui l'isole un peu plus sur la scène internationale? Enfin, comment expliquer l'inaction des Occidentaux en réponse aux appels au secours de Tbilissi? Comment un conflit interétatique et infranucléaire a-t-il pu être possible aux confins de l'Europe post-Guerre froide et rester à l'échelle régionale? Pourquoi les États-Unis, qui avaient pourtant soutenu et financé la modernisation de l'armée géorgienne, sont-ils restés inactifs alors que les chars russes déferlaient sur la Géorgie?

Ce mémoire s'appuie sur de nombreuses études largement disponibles, notamment sur le rapport d'enquête réalisée par l'Union Européenne en septembre 2009 accessible en ligne³. Les études américaines ou russes, réalisées seulement un ou deux ans après les événements, se sont souvent focalisées sur les aspects militaires, politiques ou

² ZOURABICHVILI Salomé, « La tragédie géorgienne 2003-2008 », Grasset, 2009

³ *Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia*, 2009

économiques. Si l'histoire conflictuelle entre le pouvoir géorgien et les régions autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud est bien documentée, le rôle de la Russie est en général caricaturé: tantôt présentée comme le chevalier blanc volant au secours des victimes du nationalisme géorgien, tantôt comme un marionnettiste assoiffé de conquêtes⁴. L'implication d'autres acteurs comme les États-Unis, l'Europe, la Turquie, est la plupart du temps ignorée, tout comme les enjeux stratégiques et énergétiques du Caucase Sud. Chaque étude, chaque témoignage a été mis en confrontation afin d'offrir la vision la plus objective possible. Il s'agit d'une analyse qui se veut lucide et neutre, fidèle à l'esprit de l'École de guerre.

Il apparaît que la guerre de 2008 ne se limita pas à un simple affrontement russo-géorgien, mais qu'il s'articula de manière complexe à plusieurs échelles. Au niveau local, ce fut le dégel du conflit ethnique entre Géorgiens, Abkhazes et Sud-ossètes, non résolu après la guerre civile du début des années 90 et attisé par la spirale nationaliste d'un Mikhaïl Saakashvili en perte de popularité. Au niveau régional, c'était la présence même de la Russie dans cette région stratégique qui était en jeu. Enfin, par la démesure des moyens engagés contre une Géorgie soutenue militairement et politiquement par l'Occident, la Russie envoyait un avertissement sous la forme d'une démonstration de force à la communauté internationale et plus particulièrement à ses voisins tentés par une intégration à l'OTAN et à l'Union européenne : la Russie ne reculera devant aucun moyen pour défendre ce qu'elle estime comme ses intérêts. Si en 2005 Vladimir Poutine considérait que la disparition de l'URSS constituait « *la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle* », il n'envisageait pas de restaurer l'empire soviétique et de revenir à la Guerre froide⁵. Néanmoins, considérant ses intérêts menacés par la possibilité d'élargissement de l'OTAN et de l'UE, le Kremlin expérimenta en Géorgie une nouvelle forme de conflictualité face à l'Occident. Ces méthodes hybrides seront perfectionnées par la suite, notamment pour l'annexion de la Crimée en 2014 et la déstabilisation de l'Ukraine. Cette étude aura ainsi pour but de répondre à la question :

⁴ Cf. annexe 3

⁵ Discours de Vladimir Poutine devant les parlementaires russes le 25/05/2005

<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/22931>

Dans quelle mesure la Guerre des cinq jours constitue un changement radical de paradigme dans la relation russe à son étranger proche et à l'Occident, premier acte d'une nouvelle forme de Guerre froide ?

Ce mémoire aborde dans un premier temps les mécanismes culturels, politiques et diplomatiques qui ont conduit à la Géorgie à initier un conflit qu'elle ne pouvait que perdre contre son puissant voisin. Dans un deuxième temps, ce travail analyse le déroulement de cette guerre éclair, afin de déterminer les raisons de la défaite géorgienne et de relativiser le succès russe. Enfin, il tire les enseignements de ce conflit, terrain d'expérimentation de l'hybridité, nouvelle manière de faire la guerre combinant un affrontement cinétique traditionnel et de nouvelles technologies comme le cyber ou la communication stratégique.

L'étude de ce sujet revêt un caractère particulier car il s'inscrit dans la continuité de mon cursus de formation spécialisée dans les relations internationales. Après une scolarité de deux ans à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales en langue russe, j'ai effectué une mission de six mois auprès de la mission de Défense à l'Ambassade de France en Géorgie, au cours de laquelle j'ai pu notamment approfondir mes connaissances des problématiques de la région et rencontrer des témoins de la guerre de 2008.

Rédigé dans le cadre de la scolarité de l'École de guerre, ce mémoire contribue à une meilleure compréhension de la situation actuelle de la Géorgie, confrontée aux conséquences de sa défaite de 2008. Pays le plus démocratisé de l'espace post-soviétique, la Géorgie est un partenaire fidèle de l'OTAN, comme en témoigne l'engagement de ses forces armées au Kosovo, en Afghanistan et plus récemment en République de Centrafrique. La coopération militaire avec notre pays est très développée. La réussite de l'École militaire de montagne de Sachkhere, créée par la France il y a dix ans et ayant reçu la certification de Centre d'entraînement d'excellence par l'OTAN, en est un parfait exemple. Enfin, l'étude de la Guerre des cinq jours est particulièrement instructive face à la résurgence de la Russie comme État-puissance dont les manifestations, actuellement visibles en Ukraine ou en Syrie, amènent l'OTAN à repenser ses relations avec Moscou, son déploiement à l'Est et ses moyens pour répondre à la menace hybride.

1. L'INTERNATIONALISATION D'UN CONFLIT INTERETHNIQUE

1.1 Un conflit interethnique hérité du passé soviétique

Si l'URSS avait gelé les conflits interethniques au Caucase, la disparition du pouvoir soviétique a provoqué l'embrasement de la région. À l'instar des affrontements entre Arméniens et Azéris pour le Haut-Karabagh, la Géorgie fut confrontée aux revendications territoriales de ses minorités, exacerbées par un nationalisme géorgien en quête d'identité.

1.1.1 Les guerres au cœur des transformations post-soviétiques du Caucase

Les affrontements ethniques prirent la forme d'une guerre civile entre des peuples jusque-là entremêlés, remettant en cause les équilibres démographiques et économiques locaux. La Guerre des cinq jours a en effet ravivé des rancœurs nées durant les conflits qui se sont déroulés au cours de la soviétisation du Caucase et lors de la disparition de l'URSS. Ainsi les Ossètes, partisans de la révolution bolchevique et soutenus par l'Armée rouge, affrontèrent les Géorgiens qui s'étaient dotés d'un gouvernement menchevique indépendant en 1918. À l'instar de nombreux pays de l'URSS, la Géorgie a de nouveau connu une période de troubles à la fin des années 80 et au début des années 90, dans un contexte caractérisé par l'exacerbation des nationalismes. L'intégrité du territoire national fut alors menacée par la volonté d'autonomie croissante des Ossètes se heurtant à la politique de « géorgianisation » et l'abrogation par Tbilissi du statut autonome de l'Ossétie du Sud en décembre 1990. Les autorités de Tskhinvali avaient déclaré la séparation de l'Ossétie du Sud d'avec la Géorgie en 1990 et promouvaient son unification avec l'Ossétie du Nord. L'accord de Dagomys, signé en juin 1992, mit un terme aux combats et instaura une force de maintien de la paix de la CEI, principalement armée par la Russie. La crise s'étendit alors à l'ouest du pays de l'été 1992 à l'automne 1993, lorsqu'en réponse à la déclaration d'indépendance de la république d'Abkhazie, Tbilissi envoya ses forces armées mais fut tenue en échec. Les hostilités ont ponctuellement repris en 1998 et en 2001 en Abkhazie et en 2004 en Ossétie du Sud, sans qu'aucun accord politique ne vienne sanctionner ces conflits.

Outre la redéfinition de la carte politique, ces conflits post-soviétiques ont bouleversé le peuplement de la Géorgie, dans un contexte marqué par une crise démographique qui

touche l'ensemble de l'ex-URSS. Entre 1989 et 2006, la population géorgienne a baissé de 16%. Or, dans les territoires séparatistes, ce processus a été encore plus marqué par le départ des réfugiés géorgiens. Les effectifs des Géorgiens ont ainsi chuté de 80% en Abkhazie après le conflit des années 92-93. Au cours des affrontements, les milices sud-ossètes menèrent des actions répétées contre les villages géorgiens sans que les forces de maintien de la paix russes n'interviennent contre cette forme d'épuration ethnique.

La guerre d'août 2008 a également remis en cause le compromis politique et territorial qui avait prévalu depuis le début des années 1990 et qui avait donné lieu à la formation de plusieurs « zones grises » propices aux mobilités informelles et illégales. Du fait des relations dégradées entre Moscou et Tbilissi, l'Ossétie du Sud était ainsi devenue une interface majeure entre les deux pays, notamment par le tunnel de Roki. Au sud-est de Tskhinvali, le bazar d'Ergneti constituait la plaque tournante d'un marché noir vital à l'économie sud-ossète. La remise en cause de ce marché parallèle par Tbilissi constitua une des causes majeures de crispation entre Géorgiens et Ossètes au cours de l'année 2008⁶.

1.1.2 La Géorgie en quête d'unité

En accédant à l'indépendance en 1991 à la suite d'un mouvement nationaliste puissant, la Géorgie a hérité des frontières tracées dans le cadre de la politique soviétique d'aménagement du territoire. Toutefois, à la différence des républiques d'Asie centrale, l'État revendiquait une continuité avec la première indépendance de la Géorgie (1918-1921). Il pouvait en outre s'appuyer sur une rhétorique qui valorisait une histoire de plusieurs siècles et qui soulignait l'unité de la nation géorgienne. Dans les années 90, les dirigeants nationalistes, au premier rang desquels Gamsakhourdia, ont été incapables de gérer autrement que par la violence cette diversité nationale, politique et territoriale, tandis que des conceptions nationalistes de nature comparable animaient les dirigeants ossètes et abkhazes. Avec la révolution des Roses, fin 2003, Saakachvili décida que la modernisation de l'État, condition de la sortie de la crise post-soviétique, impliquait l'exercice d'une souveraineté pleine et entière du gouvernement sur l'ensemble du territoire. Cette orientation s'est donc traduite par la remise en cause de l'autonomie concédée à plusieurs régions durant la présidence de Chevardnadze. L'Adjarie, dirigée par le dictateur local

⁶ RADVANYI, J., « Grand Caucase, la « montagne des peuples » écartelée », *Hérodote*, n° 107, 2002, p. 65-88

Abachidze, constitua le premier succès de Tbilissi, qui reprit le contrôle de cette région frontalière avec la Turquie par une habile opération de police en mai 2004. Cette réussite encouragea le dirigeant géorgien dans la reconquête des régions septentrionales. Ainsi, le budget de la défense a significativement décuplé, en raison des investissements réalisés dans l'acquisition d'armements défensifs (USA) mais également offensifs (Ukraine, Israël, République tchèque notamment)⁷. Ainsi, en 2006, le budget militaire bondit de manière spectaculaire, atteignant près de 9% du PIB⁸.

De façon plus conjoncturelle, du point de vue du calendrier politique géorgien, les événements de l'été 2008 ont succédé à une période de contestation de la légitimité de Saakachvili. Cet épisode fut marqué par d'importantes manifestations à l'automne de 2007 et la tenue d'élections présidentielles et législatives anticipées en 2008, dont les résultats ont été dénoncés par les partis de l'opposition. Le président géorgien démissionna pour participer à l'élection présidentielle anticipée du 5 janvier 2008, qu'il remporta avec un score inférieur à celui de janvier 2004. Si le dirigeant géorgien a toujours bénéficié d'un socle de partisans, cette situation a constitué un motif d'inquiétude quant à la stabilité du régime et à la popularité des politiques mises en œuvre par celui-ci. Afin de redorer son blason, le Président s'est alors employé à flatter le sentiment nationaliste géorgien, notamment en adoptant une rhétorique de plus en plus belliqueuse à l'encontre des provinces séparatistes. Saakachvili se livra à une intense propagande militaire, vantant sur d'innombrables affiches les mérites et la puissance de son armée. Le ministre géorgien de la Défense fit lors d'une allocution télévisée une promesse très remarquée : « Je serais à Tskhinvali au 1^{er} janvier 2017 »⁹. Aucun membre du gouvernement ne démentit ses propos.

1.2 Moscou-Tbilissi, des relations conflictuelles qui se dégradent fortement dès 2004

Après la chute de l'URSS, la Russie et la Géorgie n'ont pas construit de relations bilatérales solides et apaisées, en raison de leurs ambitions géopolitiques divergentes et de la mise en œuvre de stratégies fondées sur la tension dans leurs pratiques politiques.

⁷ Annexe 3 tableau 4

⁸ SERANO S., « Géorgie, le rêve brisé », *Politique internationale*, n°121, automne 2008, p.159

⁹ ZOURABICHVILI S, *La tragédie géorgienne*, Grasset, 2009, p.305.

1.2.1 La volonté russe de se maintenir dans le Caucase Sud après la chute de l'URSS...

À la chute de l'URSS, les dirigeants russes ont mené une politique d'ouverture vers l'Occident, en particulier à l'égard des États-Unis. Souhaitant regagner une certaine influence sur la scène internationale et être considérés comme des partenaires fiables, Boris Eltsine puis Vladimir Poutine ont multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard de l'OTAN. On parla même d'un véritable réchauffement des relations lors des sommets de Ljubljana le 16 juin 2001 et de Gènes le 22 juillet. Au chevet d'une Amérique blessée par les attentats du 11 septembre, le Président russe fut le premier chef d'État à joindre son homologue américain pour lui apporter le soutien de la Russie sur tous les plans, politique, diplomatique et stratégique. Dans le cadre d'une alliance contre le terrorisme, il proposa une mise en commun des renseignements et l'ouverture de l'espace aérien russe aux avions américains en vol pour l'Afghanistan. Poutine accepta l'ouverture de bases américaines en Ouzbékistan et en Kirghizie et ferma les bases russes à Cuba et au Vietnam. L'opération américaine en Irak en mars 2003, la révolution des Roses, le soutien à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie en 2008 puis la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo en 2004, furent autant de déconvenues pour le maître du Kremlin. Evgueni Primakov dénonçait alors la théorie selon laquelle les États-Unis pouvaient façonner le reste du monde à leur image, notamment en recourant à la force¹⁰.

Dans le Sud-Caucase, les autorités russes souhaitaient conserver un rôle dominant malgré la diminution de la population de nationalité russe. Depuis les années 90, le Kremlin a soutenu, non sans ambiguïté, les régions indépendantistes. Cette politique a pris la forme de communautés de ressortissants de la Fédération de Russie, constituées à la suite de l'attribution massive de passeports russes aux habitants d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Pour la population d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la possession d'un passeport russe était également la condition de toute mobilité internationale. Apparue en violation de la souveraineté de la Géorgie au moment de la disparition de l'URSS et surtout depuis 2000-2001, cette communauté de ressortissants extra-territoriaux a permis à la Russie d'instrumentaliser la population russophone et de justifier son intervention militaire durant l'été 2008. La Russie a eu recours à des pressions et à des sanctions, en particulier avec l'arrivée au pouvoir de Saakachvili. En 2006, en réponse à l'arrestation de quatre militaires russes accusés

¹⁰ PRIMAKOV E., *Mir bez rossii*, Moscou, 2009, p27-38.

d'espionnage, la Russie expulsa près de quatre cents Géorgiens dans des « bétailières »¹¹. Une part importante de la population géorgienne résidait de façon permanente ou temporaire en Russie. Au recensement de 2002, la diaspora géorgienne comprenait entre 800 000 et 1 000 000 de membres. Durant les principaux épisodes de tension, la situation de cette population a été fragilisée par des mesures gouvernementales discriminatoires et par l'hostilité de la partie de la population russe acquise aux préjugés xénophobes et racistes. Le Kremlin suspendit aussi ses liaisons aériennes et routières avec la Géorgie sans pour autant réussir à infléchir la position de Tbilissi. Cet embargo touchait également les produits géorgiens, en particulier les vins et les eaux minérales.

La reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud à l'issue de la Guerre des cinq jours constituait une évolution majeure de la politique de la Russie dans le Caucase. Malgré un soutien aux autonomistes, conçu comme un instrument du maintien de l'influence de la Russie dans le Caucase du Sud, les autorités de Moscou s'étaient toujours prononcées contre la remise en cause de l'intangibilité des frontières, laquelle était inscrite dans les accords signés après les conflits du début des années 90. Tout changea lorsqu'en mars 2008, la majorité de la scène internationale reconnue l'indépendance de l'ancienne province serbe du Kosovo, alors que cela constituait une ligne rouge pour la diplomatie russe. La décision de reconnaître unilatéralement l'indépendance des provinces séparatistes géorgiennes s'apparentait donc à une réponse à la reconnaissance de la souveraineté du Kosovo, comme le reconnut le Président russe par la suite¹². Paradoxalement, cette volte-face de Moscou donnait du crédit aux revendications indépendantistes nord-caucasiennes, notamment tchéchènes, et ainsi représentait une prise de risques de la part de la Russie. En ce sens, elle soulignait la volonté du Kremlin de modifier les équilibres géopolitiques dans le Caucase.

1.2.2 ...se heurte au désir géorgien d'indépendance

De son côté, la politique étrangère de la Géorgie, qui visait à s'affranchir de la Russie, reposait sur la recherche de partenariats avec les pays occidentaux, malgré l'adhésion du pays à la CEI en 1993, acceptée sous la contrainte après les revers de ses forces armées contre les séparatistes. Afin d'affirmer leur indépendance de Moscou, les autorités

¹¹ ZOURABICHVILI S, *La tragédie géorgienne*, Grasset, 2009, p.305.

¹² MEDVEDEV, « Why I had to recognize Georgian breakaways regions », *Financial Times*, 28 août 2008.

géorgiennes multiplièrent les provocations à l'encontre du pouvoir russe. En 1996, la Géorgie s'unissait à l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie pour former le GUUAM (*Georgia, Ukraine, Uzbekistan, Azerbaïdjan, Moldova*) et se retira du traité de sécurité collective en 1999. L'Ouzbékistan (*Uzbekistan* en anglais), jugeant le projet peu attirant se retira en mai 2005. Ce cercle de concertation, qui avait pour but de souligner l'adhésion aux valeurs démocratiques, était une forme de provocation à l'encontre d'une Russie suspectée d'entretenir les mouvements séparatistes de ces républiques. En 2004, Tbilissi prit fait et cause pour la Révolution orange ukrainienne dont la tonalité antirusse était beaucoup plus audible que la révolution des Roses.

De ce fait, les liens entre Tbilissi et Moscou se distendirent, d'autant plus que l'approvisionnement des forces indépendantistes et islamistes tchéchènes et nord-caucasiennes transitait largement par le territoire géorgien. Dans ce contexte, des tensions inter-étatiques apparurent, notamment à l'occasion du partage des infrastructures et du démantèlement des institutions soviétiques. Si l'attribution de l'industrie ou des transports présents sur le territoire géorgien donna lieu rapidement à des accords internationaux, le domaine militaire fut un élément de discorde, en raison de la situation géostratégique de la Géorgie. Tbilissi était notamment le siège du commandement militaire soviétique pour la Transcaucasie. Ainsi il aura fallu attendre 2005 pour qu'un accord soit signé sur la fermeture des bases russes de Batumi et de Akhalkalaki, après des négociations laborieuses sur fond d'ultimatum de la part de Tbilissi¹³.

1.3 La Géorgie, théâtre d'une nouvelle forme de Guerre froide

Issu de contentieux ethniques à l'échelle nationale, le conflit va progressivement prendre une dimension internationale, faisant de la Géorgie le théâtre d'une nouvelle forme de Guerre froide entre la Russie et l'Occident.

1.3.1 Le Caucase au cœur du nouveau Grand jeu

Durant la guerre de l'été 2008, une lecture bipolaire de l'affrontement s'est imposée dans les discours diplomatiques et dans l'espace médiatique. La Géorgie a été largement appréhendée comme un pays européen démocratique tandis que la Russie a été associée

¹³ ZOURABICHVILI Salomé, « La tragédie géorgienne 2003-2008 », Grasset, 2009, p.298-302.

aux stéréotypes liés à l'Union soviétique, malgré l'adoption par les deux pays des principes de l'économie de marché et de la démocratie depuis leur indépendance. Poussée par ses conseillers James Baker, Trobe Talbott et surtout Zbigniew Brzezinski, la présidence Clinton élaborait dès 1993, dans le cadre de sa stratégie dite « de la route de la Soie », une politique géorgienne ayant pour but de « contenir » la Russie. Selon la doctrine de George Kennan, l'endiguement visait à stopper l'extension de la zone d'influence soviétique au-delà de ses limites atteintes en 1947 et à contrer les États susceptibles d'adopter le communisme. Ainsi, au moment de la guerre en Irak, Russie et Géorgie se retrouvèrent dans des camps opposés. Chevarnadze quitta alors la CEI et envoya un détachement de soldats formés par les Américains. Devant l'impopularité croissante de leur protégé, les États-Unis apportèrent un soutien sans équivoque au jeune Saakachvili. Ils réglèrent la solde des militaires géorgiens, apportèrent une aide alimentaire d'urgence de cinq millions de dollars et prirent en charge les factures d'électricité et les pensions impayées. En mai 2004, ils financèrent le cinquième du budget géorgien pour l'année en cours. Le nouveau dirigeant géorgien annonça, lors de son déplacement en Amérique, un engagement militaire accru en Irak et en Afghanistan. En mai 2005, le président Bush, en visite officielle à Tbilissi, fut accueilli dans un climat de ferveur populaire, démontrant que la Géorgie avait définitivement choisi son camp.

Soutenue par les États-Unis et l'Union Européenne, qui désiraient étendre leur influence dans la région, la Géorgie souhaitait s'ancrer dans l'espace géopolitique occidental, en intégrant l'OTAN et l'UE, et ainsi suivre la trajectoire post-soviétique des Pays baltes. Opérée de façon continue, l'extension de l'OTAN et de l'UE jusqu'aux frontières de la Russie marqua un recul significatif de la puissance russe sur ses flancs occidentaux et méridionaux. Au sud, les pays du Caucase et d'Asie centrale signèrent des accords avec l'OTAN (Partenariat Pour la Paix). Mais seul le gouvernement géorgien se déclara favorable à une adhésion à court terme à l'organisation. La Géorgie bénéficia d'une aide militaire américaine importante par le financement des équipements et la formation des soldats. Celle-ci s'inscrivait officiellement dans le cadre la « lutte anti-terroriste » en Irak et en Afghanistan. Le programme de formation et d'équipement a coûté plus de 64 millions de dollars et a permis de former 2000 soldats en deux ans aux standards OTAN. Malgré sa situation géographique périphérique, le Caucase fut intégré en 2004 à la politique de voisinage de l'UE. Les membres de l'UE appartenant à l'ex-URSS et l'Ukraine ont manifesté un soutien

actif à la Géorgie et au régime de Saakachvili¹⁴. Le renversement de Chevardnadze au cours de la révolution des Roses a été caractérisé par l'implication d'organisations non gouvernementales occidentales souhaitant « exporter » la démocratie et « occidentaliser » les pays d'Europe orientale¹⁵. Ce renouvellement du personnel politique géorgien marqua l'arrivée au pouvoir d'une génération formée en Europe et aux États-Unis, dans le cadre de programmes gouvernementaux, et acquise aux idéologies dominantes de ces pays. Ainsi, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest du 2 au 4 avril 2008, la Géorgie et l'Ukraine demandèrent leur accès au programme MAP (*Membership Action Plan*) destiné à préparer leur entrée dans l'Alliance. Pour cela ils pouvaient compter sur le soutien américain, anglais, canadien, danois et sur celui de la « nouvelle Europe » constituée des États issus de l'ex-URSS. Néanmoins, la « vieille Europe », avec notamment la France et l'Allemagne, s'opposèrent au projet afin de ménager la Russie. Mais la Géorgie s'éloigna également des intentions affichées par Saakachvili à son arrivée à la tête de l'État et manifesta des dérives autoritaires (personnalisation du pouvoir, répression violente de manifestations en 2007, organisation controversée des élections présidentielles et législatives anticipées en 2008). La décision du MAP fut alors reportée au sommet suivant de l'OTAN. Cependant, pour Moscou, il paraissait clair que ce compromis constituait une promesse d'adhésion, malgré le calendrier imprécis. Le 8 avril 2008, Sergueï Lavrov déclarait notamment : « *Nous ferons l'impossible pour empêcher la Géorgie et l'Ukraine d'entrer dans l'OTAN* »¹⁶.

1.3.2 Des itinéraires concurrents pour les hydrocarbures

Les rivalités géopolitiques entre les États-Unis et la Russie présentèrent avant tout une dimension économique et concernèrent en particulier l'exploitation et le contrôle des hydrocarbures. Du fait de l'enclavement des gisements caucasiens et centre-asiatiques, la maîtrise des exportations des hydrocarbures de la Caspienne par le Caucase est ainsi devenue un élément majeur du nouveau « Grand Jeu », alors même que la production pétrolière et gazière de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Turkménistan tendait à s'accroître. Deux voies d'exportation traversaient d'est en ouest le Caucase : l'une au nord par la Russie, l'autre par Tblissi. Ce réseau a connu de profondes évolutions, en raison de la

¹⁴ Annexe 3.

¹⁵ PETRIC B, « À propos des révolutions de couleur et du soft power américain », *Hérodote*, n° 129, 2008, p. 7-20.

¹⁶ RIA Novosti <https://ria.ru>, 8 avril 2008

construction de plusieurs oléoducs depuis les années 1990, à l'initiative des entreprises pétrolières nationales (State oil company of Azerbaijan (SOCAR), Rosneft, etc.) et transnationales (BP, Chevron, Total), d'une part, et des États (Russie, États-Unis, Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie), d'autre part. Concurrentes, les nouvelles infrastructures augmentaient la capacité de transport et dessinaient de nouvelles voies d'exportation. Au nord, l'axe russe fut conforté par l'ouverture en 1997 d'une conduite d'une capacité annuelle de 5 Mt connectant Bakou au réseau russe et surtout par l'inauguration en 2001 du *Caspian Pipeline Consortium* (CPC). Long de 1 510 km, cet oléoduc par lequel ont transité 32,6 Mt en 2007 relie les gisements kazakhstaniens (Tenguiz) à Novorossiysk. Au sud, deux tubes traversant le territoire géorgien furent mis en service : l'oléoduc Baku-Supsa, ouvert en 1999, dont l'itinéraire longe la frontière de l'Ossétie du Sud et double l'oléoduc approvisionnant Batumi ; l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), constituant la principale évolution structurelle du réseau. Exploité depuis 2005, le BTC, dont la capacité de transport annuelle atteint 50 Mt, permettait de contourner les détroits turcs et surtout d'éviter la Russie et l'Iran (de même que l'Arménie).

La construction du BTC, initiative fortement soutenue par les États-Unis, relevait d'une ambition commune aux différents acteurs : s'affranchir politiquement et économiquement de la Russie. En renforçant l'indépendance de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, d'une part, et en affirmant l'influence des puissances et des entreprises occidentales dans le Caucase, d'autre part. Un représentant de haut rang de l'administration américaine était présent à chaque étape importante du projet BTC (signature de l'accord, inauguration des infrastructures, etc.). L'inauguration de cet axe alternatif transformait en effet les équilibres géopolitiques régionaux, au détriment de la Russie, laquelle voyait son rôle de pays de transit limité. Toutefois, les conduites d'hydrocarbures sud-caucasiennes n'étaient pas la cible d'opérations militaires russes durant la guerre d'août 2008. En revanche, l'instabilité née du conflit menaçait la position stratégique de la Géorgie. Le Kazakhstan, dont l'implication devenait croissante dans l'économie nationale, décida ainsi de suspendre plusieurs projets d'investissements (raffinerie de pétrole à Batoumi, terminal céréalier à Poti), tout en maintenant cependant sa volonté d'exporter une part de sa production de pétrole par l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan à compter de la fin de l'année 2008.

2. LA GUERRE DES CINQ JOURS : VICTOIRE ECLAIR RUSSE

2.1 L'offensive géorgienne sur Tskhinvali

2.1.1 Un contexte sécuritaire dégradé depuis le printemps 2008...

La détérioration des relations politiques russo-géorgiennes entre 2006 et 2008 s'accompagna de l'accroissement des tensions dans les zones de conflit en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Au cours du printemps 2008, ce fut sur le front abkhaze que les incidents se succédèrent notamment du fait de l'intensification des activités aériennes. Entre le 18 mars et le 12 mai, la mission d'observation des Nations Unis en Géorgie (UNOMIG) a recensé les vols de 5 drones et 2 chasseurs d'attaque au sol *Sukhoï Su-25* géorgiens. Selon Tbilissi, ces survols, violant les accords de cessez-le-feu de Moscou, devaient surveiller l'évolution des forces russes en Abkhazie¹⁷. Le 20 avril, un drone géorgien fut abattu par un avion russe et le 5 mai, ce furent deux autres avions sans pilote qui furent détruits par les forces de sécurité abkhazes. Les autorités abkhazes multiplièrent les provocations en conduisant notamment des manœuvres militaires du 29 février au 5 mars avec des chars et des tirs réels de mortiers. Fin avril, le 525^e bataillon parachutiste russe augmenta le nombre des forces de maintien de la paix russe en Abkhazie (le total ne dépassant pas la limite autorisée de 3 000 soldats). Ces troupes étaient notamment équipées de dix pièces d'artillerie (mortiers de 120mm), qui ne rentraient pas dans l'inventaire des forces de maintien de la paix. De mai à juillet, ce furent 400 soldats russes spécialistes des chemins de fer qui furent déployés pour réparer la voie ferrée abkhaze, affichant ainsi un parti pris de la Russie pour un des protagonistes. De la fin juin à la mi-juillet, une série d'explosion de part et d'autre de la ligne de cessez-le feu visant les forces de sécurité abkhazes et les autorités locales géorgiennes firent 18 blessés civils.

Au cours de l'été 2008, alors que les observateurs s'attendaient à une guerre en Abkhazie, les incidents se multiplièrent en Ossétie du Sud avec des échanges de feu entre Géorgiens et Sud-Ossètes, incluant des mortiers et de l'artillerie lourde. Les 3 et 4 juillet, des échanges de tir eurent lieu entre les différentes forces de maintien de la paix russe et géorgienne. Les 7 et 8 juillet, quatre soldats géorgiens furent ponctuellement prisonniers des

¹⁷ UNSC, *Report of the Secretary-General on the situation in Abkhazia, Georgia, S/2008/480*; 23 July 2008.

milices abkhazes avant d'être libérés par la médiation de l'OSCE. Le même jour, quatre avions russes survolaient ostensiblement la zone, alors que le représentant de la mission permanente de l'OSCE et le secrétaire d'État américain, Condoleeza Rice, étaient en visite à Tbilissi. À la mi-juillet, l'exercice annuel dirigé par les États-Unis *Immediate Response* fut organisé sur la base géorgienne de Vaziani, mobilisant 2 000 soldats géorgiens, américains, arméniens, azerbaïdjanais et ukrainiens. Du 15 juillet au 02 août, les forces russes organisaient, à la frontière de l'Ossétie du Sud et en mer Noire, leur exercice militaire annuel. Cette manœuvre militaire, organisée chaque année dans un district militaire différent, n'était pas à proprement parler une réponse à l'exercice américain. L'originalité de Kavkaz-2008, est son scénario, qui prévoyait en particulier une intervention en Géorgie. Le début du mois d'août fut marqué par les plus graves échanges de feux depuis 2004, incluant de l'artillerie et des tirs de snipers. Les autorités *de facto* sud-ossètes commencèrent alors l'évacuation des populations civiles vers la Russie.

2.1.2 ...a poussé Tbilissi à intervenir

Dans la soirée du 7 août, la partie géorgienne se retira du quartier général des forces de maintien de la paix de Tskhinvali. Dans un communiqué à la télévision, le président géorgien annonçait un cessez-le-feu unilatéral et appelait les parties sud-ossètes et russes à négocier¹⁸. Le cessez-le-feu observé par chacune des parties ne dura que quatre heures et était censé, selon Tbilissi, laisser le temps à la population civile de se protéger. A 23h35, l'artillerie géorgienne envoya des fumigènes puis fit feu sur sur « les dispositifs fixes et les ennemis en déplacement »¹⁹. Préparée par d'intenses tirs de barrage d'artillerie et l'utilisation de lance-roquettes multiples BM-21 Grad, équivalent moderne (mais toujours aussi peu précis) des « *Orgues de Staline* », l'opération se poursuivit par un assaut terrestre. Le matin du 8 août, les forces géorgiennes lancèrent un assaut terrestre contre la capitale sud-ossète et son flanc ouest (4^e brigade d'infanterie) comme sur le flanc est de la ville (3^e brigade d'infanterie). Cette manœuvre d'encerclement devait notamment s'emparer des hauteurs de la ville avant de pousser plus au nord et d'occuper le tunnel de Roki afin de stopper tous les renforts russes. Très rapidement, les autorités géorgiennes publièrent communiqués de victoire sur communiqués de victoire, laissant penser que la cause était

¹⁸ President Saakashvili's Televised Address on S. Ossetia. Civil Georgia 7.08.2008.

¹⁹ Déclarations géorgiennes, *Rapport de la commission d'enquête de l'Union Européenne*, septembre 2009

entendue, et que c'était « la fleur au fusil » que les troupes géorgiennes avaient réussi leur mission²⁰. C'était sans compter la réaction russe. Après avoir sécurisé les hauteurs, les forces armées et de l'Intérieur, appuyées par l'artillerie et les chars, entrèrent dans la ville, mais essuyèrent rapidement un feu nourri en provenance notamment de l'aviation et de l'artillerie russes. La manœuvre d'encerclement échoua aussi à s'emparer du pont de Guptas contrôlant la route vers le tunnel de Raki et on décida finalement de le détruire par le feu combiné de l'artillerie et de quatre *Sukhoï* Su-25. Cependant, l'objectif, simplement endommagé, fut rapidement réparé par les forces russes. Devant tant de résistance, les forces géorgiennes tentèrent de se regrouper et furent renforcées (2^e brigade d'infanterie) pour relancer leur action dans la ville. Dans la matinée du 9 août, les éléments de flanc engagèrent une colonne blindée russe et blessèrent le commandant de la 58^{ème} armée russe, le général d'armée Anatoly Khrulyov. Mais avec l'arrivée croissante des forces russes, le moral géorgien s'effondra et les forces géorgiennes entamèrent leur repli en catastrophe en abandonnant une partie de leur matériel. Ils demandèrent un cessez-le feu qui resta lettre morte. Le 10 août, à minuit, les troupes géorgiennes avaient quitté l'Ossétie du sud pour des positions défensives à l'ouest de Tbilissi.

2.2 La contre-offensive éclair russe

2.2.1 L'emploi de moyens irréguliers...

Il est difficile de déterminer le début exact de l'affrontement russo-géorgien de 2008, tant les incidents de plus en plus graves s'étaient accumulés dès le printemps. Si on considère en général l'offensive géorgienne de la nuit du 7 août comme le début de la Guerre des cinq jours, l'affrontement avait en réalité commencé bien avant, avec l'emploi de moyens irréguliers. Ainsi, dans sa stratégie de déstabilisation de la Géorgie, le Kremlin avait employé plusieurs vecteurs, comme « la passeportisation », le rôle trouble des forces de maintien de la paix russe et, première historique, une vaste attaque cyber en préalable aux opérations terrestres. Le Kremlin avait dès 2002 commencé à distribuer des passeports russes aux minorités abkhazes et sud-ossètes afin de compenser la diminution significative

²⁰ <http://www.civil.ge>

des Russes « ethniques » dans le pays. Cette stratégie, dite de « passeportisation » fut d'autant plus efficace que la majorité de ces populations n'avaient pas pu obtenir, ou chercher à obtenir, un passeport géorgien lors de la chute de l'URSS (la constitution géorgienne n'ayant prévu à cet effet qu'un délai de quatre mois.). La guerre civile des années 90 cristallisa une situation où les minorités, privées de passeports soviétiques et réticents à un titre géorgien, créèrent leurs propres documents. Non reconnus sur le plan international, ces titres ne permettaient cependant pas de voyager hors de leurs frontières. Le passeport russe tombait à point nommé pour la majorité de ces populations, qui avaient besoin de travailler en Russie.

Lorsqu'en 1993, Elsiné vint au secours de Chevarnadze pour écraser la rébellion abkhaze, il imposa au président géorgien une intégration de la CEI. Afin d'assurer le cessez-le-feu, cette organisation devait envoyer des troupes de maintien de la paix, mais c'est la Russie qui, en définitive, en reçut le mandat. Cette force russe en Géorgie s'ajoutait aux éléments déjà en place en Ossétie du Sud depuis 1992 dans le cadre de la force tripartite (Russie, Géorgie, Ossétie du Sud) aux côtés de l'OSCE. La Russie s'appuya sur ces forces pour exercer une pression politique sur Tbilissi. Leur impartialité était hautement contestée par la partie géorgienne, notamment du fait de sa proximité avec les milices sud-ossètes et abkhazes. Les autorités géorgiennes accusèrent notamment les forces de maintien de la paix russes de renseigner et d'appuyer par le renseignement les tirs des milices contre les positions géorgiennes. À ce titre, les positions russes firent l'objet de bombardements lors de l'offensive sur Tskhinvali. Habilement, le Kremlin appuya en partie sa communication sur « l'agression » contre ces « soldats de la paix », et mit *ad nauseum* à l'honneur les victimes des bombardements géorgiens dans les médias russes.

Comparable aux attaques qui avaient, en avril et mai 2007, paralysé les sites officiels de l'administration estonienne, l'attaque cybernétique russe avait initialement ciblé les sites gouvernementaux géorgiens²¹. Le 19 juillet 2008, le site du Président Saakashvili fut coupé pendant 24 heures. Dès les premières heures du conflit, les sites officiels de la présidence de la république, du Parlement, du ministère de la Défense, du ministère des Affaires étrangères, de la banque nationale de Géorgie, les médias *The Messenger* et *Civil.ge*, ainsi que celui de la chaîne de télévision *Rustavi* furent submergés et paralysés par un nombre

²¹ Hollis, D, « Cyberwar Case Study: Georgia 2008 », *Small Wars Journal*, January 6th 2011, p. 3

exponentiel de demandes de connexions. Le 07 août, de nombreux sites et serveurs géorgiens furent piratés. Le 08 août, c'est l'ensemble des sites en Géorgie qui furent attaqués. L'auteur de ces attaques serait une organisation connue sous le nom de *Russian Business Network*. Les sites gouvernementaux devinrent inaccessibles. Le 09 août, les sites des ministères des Affaires étrangères, de la Défense et celui de l'Administration pro-géorgienne d'Ossétie du Sud étaient « défacés » par des *hackers*, qui les rempacèrent par une image du président Saakashvili sous les traits d'Adolf Hitler. Réalisé par un hacker, le défaçage est un détournement, une modification d'un site web qui n'a été ni demandée ni réalisée par le détenteur du site, mais qui a été causée par un piratage à cause de failles inhérentes au site. Les serveurs géorgiens furent aussi victimes d'attaques de déni d'accès (DDoS), c'est-à-dire surchargés par des connections artificielles. Le 12 août, le site du Président et celui de la première chaîne de télévision géorgienne *Rustavi2* étaient transférés sur le système tulipe à Atlanta aux États-Unis. Ce dernier fut aussitôt attaqué. Du 12 au 13 août, le site du ministère de la Défense subissait de multiples attaques. En réponse, le site russe *Ria Novosti* fut attaqué et coupé pendant 10 heures. Les hackers s'attaquèrent aux sites des médias, avec une incursion notable sur le site de azerbaïdjanais *Day.Az*, jugé trop « pro-géorgien ». En relocalisant leurs sites sur des serveurs américains, les autorités géorgiennes réussirent à atténuer rapidement les effets de cette attaque. Elles obligèrent en effet les *hackers* russes à cesser, sous peine de prendre le risque d'une confrontation cybernétique plus importante. Néanmoins, l'impact de cette attaque cyber sur la Géorgie provoqua une gêne considérable, au moment même où les forces armées géorgiennes entraient dans la capitale sud-ossète. La médiatisation de l'action militaire de Tbilissi, qui devait légitimer celle-ci, fut considérablement amoindrie, voir brouillée, provoquant une certaine panique dans la capitale à mesure de l'avancée des troupes russes. Cette scène surréaliste du président Saakashvili, dépassé par les événements, mangeant sa cravate en direct sur la chaîne de télévision anglaise BBC, fut particulièrement exploitée par les médias et les réseaux sociaux russes²². L'effet psychologique russe était atteint.

²² L'équipe, « Pourquoi Saakashvili a-t-il mangé sa cravate ? », *Nouvelle Europe* [en ligne], <http://www.nouvelle-europe.eu/node/603>, dimanche 22 février 2009

2.2.2 ...combiné avec une démonstration de force traditionnelle

Le bombardement de nuit de la capitale sud-ossète constitua un choc pour l'opinion civile russe et la raison majeure invoquée par les autorités russe pour une intervention rapide. À la fois rapide et puissante, la toute première opération militaire extérieure russe, depuis l'invasion soviétique en Afghanistan, surprit par son ampleur. S'engouffrant au travers du tunnel de Roki, les unités blindés russes se déployèrent en moins de deux heures sur un front d'une dizaine de kilomètres pour une profondeur de quarante kilomètres. Ce déploiement rapide a été permis par la mise en place de troupes prépositionnées après l'exercice Kavkaz et par le fait que l'armée géorgienne n'ait pas condamné l'unique accès du tunnel de Roki et échoué à détruire le pont de Guptas. Cette contre-attaque fut menée par la 58^{ème} Armée qui, en tant qu'unité phare de la région militaire du Caucase du nord, était considérée comme l'une des plus performantes et des plus aguerries des unités de l'armée russe. Spécifiquement formée en 1995 pour les opérations en Tchétchénie, cette armée avait son quartier général (QG) à proximité de Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du nord. Forte de 70 000 hommes, elle était équipée de près de 690 chars, 2 000 véhicules blindés de transport de troupes et de combat de l'avant, 125 pièces d'artillerie, 190 rampes de lance-roquettes multiples de type BM-21 Grad ou BM-27 Uragan et de 450 canons de lutte anti-aérienne. Entré en service à la fin des années 1970, le BM-27 Uragan est un lance-roquettes multiples (salves de 16 roquettes) de 220 mm. De plus, elle disposait de son propre appui aérien, soit 120 avions de combat et 70 hélicoptères. Après la projection d'un bataillon de parachutistes d'élite et d'une unité des forces spéciales (*spetznaz*), ce furent près de 15.000 fantassins, 150 chars et pièces d'artillerie autopropulsées qui pénétrèrent en Ossétie du Sud.

Dans une deuxième phase, les Russes ouvrirent un second front en positionnant trois compagnies d'assaut en Abkhazie, la deuxième région séparatiste de Géorgie. Acheminées par mer, depuis le port russe de Novorossisk, ces unités se déployèrent rapidement et créèrent une tête de pont qui servit de base de départ pour un assaut vers la vallée de Kodori, afin de couper les possibilités d'acheminement de renforts géorgiens. Cette vallée, sous administration géorgienne, constituait un nœud stratégique en matière de voies de communication. Au matin du 9 août, afin d'imposer le blocus des ports géorgiens, Moscou mobilisa une partie de la flotte de la mer Noire : le croiseur *Moskva*, le patrouilleur *Smetlivy* ainsi que plusieurs escorteurs. Dans la soirée du 9 août, les autorités Abkhazes demandèrent

aux observateurs de l'ONU de quitter la vallée de Khodori avant de bombarder les positions géorgiennes. Dans la nuit, les forces de sécurité abkhazes franchirent la ligne de cessez-le-feu, matérialisée par la rivière Inguri en vue de couper les lignes de communications géorgiennes. Les patrouilles maritimes le long de la côte abkhaze débutèrent le 10 août. Le même jour, les navires russes interceptèrent quatre navires lance-missiles géorgiens. Après un coup de semonce tiré par le patrouilleur *Smetlivy* en direction de l'un de ces navires, présenté comme l'auteur d'une série de manœuvres dangereuses, les Russes le coulèrent pendant que les autres navires se dispersèrent aussitôt. Cet engagement fut le seul et unique combat naval du conflit. Près de 9 000 troupes et 350 véhicules blindés russes furent déployés depuis le port d'Ochamchira et l'aéroport de Babushera près de la capitale abkhaze. Après avoir franchi la rivière Inguri, ces éléments s'emparèrent des villes géorgiennes de Zugdidi et de Sénaki puis du port de Poti (12 août) sans rencontrer de résistance. Après s'être installées dans le port de Poti et avoir détruit le reste de la maigre flotte géorgienne, les forces russes pillèrent la base militaire de Sénaki.

Les opérations terrestres russes atteignirent rapidement les objectifs fixés, à savoir la sécurisation des deux provinces rebelles. Un des principaux éléments de ce plan leur assignait la tâche de neutraliser les capacités militaires essentielles de la Géorgie, en poursuivant les unités en repli, en détruisant un maximum d'équipements lourds et en ciblant les installations et les bases militaires. C'est ainsi que la base de Senaki (QG de la 3^{ème} brigade), les bases de Gori et de Khelvachauri (QG des brigades blindées et des unités d'artillerie), les bases aériennes de Marneuli, Vaziani et Bolnisi, le QG du commandement de la défense aérienne à Tbilissi, les infrastructures du port de Poti sur la mer Noire, l'aéroport civil de Tbilissi, les aérodromes de Kopitnari et Shiraki, les stations radars civiles de Shavshvebi et Lenisisi, et l'usine d'assemblage des avions de combat *Sukhoï* Su-25 de Tbilaviamsheni dans la banlieue de Tbilissi, firent l'objet de frappes aériennes. En terme de défense aérienne, les succès initiaux de la Géorgie (sept avions russes furent abattus) essentiellement remportés grâce aux systèmes sol-air, ne connurent de coup d'arrêt qu'après les attaques russes sur les installations radar et le système national de surveillance aérienne. Par la suite, après avoir ciblé les réseaux de commandement et de conduite des opérations aériennes, les forces russes n'eurent aucun mal à neutraliser les *Sukhoï* Su-25 et les L-29 géorgiens.

2.3 Résolution du conflit

2.3.1 Le plan de paix Sarkozy Medvedev en six points

Devant le mutisme de l'allié américain (le Président Bush était en vacances) et la prudence de la majorité des chancelleries occidentales, ce fut l'Europe, par la voix de la France, qui répondit à l'appel à l'aide de Tbilissi. Alors que la guerre n'était pas terminée, le Président Nicolas Sarkozy, en qualité de Président du Conseil de l'Union Européenne, se rendit à Moscou puis à Tbilissi afin de mettre fin aux hostilités. Il s'agissait à ce moment d'appeler la Russie à la modération face à une Géorgie déjà à genoux. Personne ne savait jusqu'où irait le Kremlin pour punir Saakachvili et si les troupes russes s'empareraient de la capitale, signant ainsi la mort de l'État géorgien. Néanmoins, le 12 août, grâce à la médiation française, le Président Medvedev considéra que *« le but de l'opération de la Russie pour contraindre la Géorgie à la paix avait été atteint et qu'il avait été décidé de conclure l'opération »*, sans s'emparer de Tbilissi ni exiger la démission du président géorgien²³. Ainsi les présidents Medvedev et Saakashvili donnèrent leur accord pour un plan de paix en six points qui appelait tous les partis à respecter les conditions suivantes²⁴ :

- 1- Ne pas recourir à la force;
- 2- Cessez les hostilités définitivement;
- 3- Donner libre accès à l'humanitaire ;
- 4- Les forces militaires géorgiennes devront se retirer à leurs bases habituelles;
- 5- Les forces militaires russes devront se retirer sur lignes tenues avant les hostilités. En attendant un mécanisme international, les forces de maintien de la paix russes mettront en oeuvre des mesures de sécurité supplémentaires;
- 6- Ouverture de pourparlers internationaux sur la sécurité et les dispositions de stabilité dans l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Malgré l'annonce d'un cessez-le feu immédiat, les troupes russes continuèrent leur avancée et ne quittèrent effectivement le territoire géorgien que le 9 octobre, après l'obtention d'un complément à l'accord. Le Kremlin entendait conserver le plus longtemps possible une zone tampon en territoire géorgien, le temps de s'assurer de la neutralisation (destruction et

²³ ITAR-TASS, <http://tass.com>, 12 août 2008.

²⁴ Annexe 6

pillages de matériels) de l'outil de défense géorgien. Au-delà de cette extension de la présence russe en territoire géorgien, les troupes ne retournèrent pas effectivement dans leurs garnisons en Russie, contrairement aux souhaits de Tbilissi. Le Kremlin maintint en effet par la suite à Tskhinvali et à Soukhoumi des forces, dont les cantonnements devaient progressivement donner naissance aux bases aérienne de Goudaouta (7^{ème} base) et navale d'Ochamchira en Abkhazie, et de Tskhivali (4^{ème} base). Ainsi, la Russie compensa la perte des bases qu'elle détenait en Géorgie avant 2005 et complèta son dispositif dans le Caucase. Celui-ci comprenait déjà en Arménie la 102^{ème} base militaire (à Gyumri) et une base aérienne (à Erevan).

Le plan Medvedev Sarkozy fit l'objet de nombreuses critiques : il lui était reproché d'accorder un avantage ostensible à Moscou. La Géorgie, qui clamait que ce conflit était parti d'une agression russe, ne reçut finalement qu'un soutien assez contrasté des chancelleries occidentales. Au mieux, les partenaires occidentaux critiquèrent la réponse disproportionnée du Kremlin, par les moyens militaires engagés (40 000 hommes et 2 divisions blindées) et par l'ampleur géographique qui dépassait allégrement les limites des provinces séparatistes. Malgré une intense campagne médiatique, perturbée par les attaques cyber russes, Saakachvili ne put dissimuler sa responsabilité active dans le déclenchement des hostilités, avec les bombardements de nuit du 7 août.

2.3.2 Bilan humain et matériel

Au soir du 12 août, la Géorgie fit ses comptes. Au terme de cette guerre si brève, le bilan était catastrophique : les pertes en hommes, en territoires et en infrastructures étaient considérables. Si les autorités géorgiennes minimisèrent exagérément leurs pertes (370 militaires et civils confondus) face à celles des Ossètes (1 600), ce fut le nombre considérable de réfugiés qui était le plus préoccupant. Près de 138 000 personnes déplacées venaient en effet grossir les milliers de malheureux qui avaient fui les combats depuis le début des années 90. Si la Géorgie n'avait jamais pu soumettre les provinces séparatistes à son autorité depuis son indépendance, cette nouvelle défaite et la reconnaissance de leur souveraineté par la Russie amputèrent près du tiers du territoire géorgien. D'un point de vue politique, Saakachvili perdit toute crédibilité ; non seulement, il échoua à réintégrer l'Ossétie du sud, mais il perdit également toute perspective d'adhésion à l'UE et à l'OTAN, pour son pays.

Aux pertes et aux tragédies humaines, vinrent s'ajouter les destructions des matériels, des navires coulés dans le port de Poti, des installations militaires (Gori en particulier), des aéroports et des routes. L'armée géorgienne, qui avait été modernisée, équipée et entraînée à grands frais par ses alliés occidentaux, sortait dévastée de ce premier test à grandeur réelle²⁵. Au total, les forces terrestres géorgiennes perdirent 10 chars T72 et 2 véhicules de combat de l'infanterie BMP2 dans les combats de Tsinkhvali. Les frappes aériennes russes détruisirent 2 canons de 152mm Dana, 3 avions de transport AN2 et 4 hélicoptères de combat Mi-24. Toute la flotte géorgienne fut sabordée par les troupes russes dans le port de Poti. Ces pertes matérielles furent donc limitées, compte tenu de la supériorité écrasante de l'artillerie et de l'aviation russe. Ces pertes limitées peuvent s'expliquer par le faible nombre de contact entre les forces russes et géorgiennes, la passivité des forces géorgiennes après le 10 août et la faible saturation en véhicules blindés, l'essentiel des unités ayant été en pickups ou en camions. Le désengagement rapide, la dispersion et le camouflage des moyens militaires géorgiens et le manque de précision des frappes russes, dépourvues de munitions modernes et de drones, peuvent aussi expliquer ce « maigre » bilan russe. Considérant leur incapacité à faire face à l'aviation russe, les forces aériennes géorgiennes ne furent réellement engagées que lors de la journée du 8 août, laissant le reste des forces terrestres sans appui aérien. Une fois les troupes russes à Tskhivali, le commandement géorgien ordonna de se replier au plus vite à l'ouest de la capitale, abandonnant sur place tous les matériels endommagés ou en panne. Ainsi, les forces russes capturèrent huit chars T-72, deux BMP-2, trois véhicules blindés Cobras, deux pièces d'artillerie Dana, vingt canons et mortiers de 120 mm, deux systèmes sol-air BuK-1 et cinq Osam. Le 12 août, la Géorgie réussit néanmoins à récupérer cinq canons d'artillerie de 203 mm 2S7.

L'état des pertes russes et alliées ne fut pas officiellement communiqué. Selon les experts, celles-ci seraient pour les Russes de 48 à 74 tués et 250 blessés. Les Sud-Ossètes eurent entre 37 tués et 69 blessés. Les pertes furent essentiellement dues à des tirs directs (25) de blindés ou d'infanterie, des tirs indirects (15) de l'artillerie et des accidents de la route (9). Les pertes matériels n'ont pas non plus fait l'objet de déclarations officielles. On les estime à trois chars T-72, neuf BMP1, trois BMP-2, deux BTR-80, trois BRDM-2 principalement par des tirs directs des blindés adverses. Plus inquiétante fut la destruction

²⁵ Poukhov, R, *Les chars d'août*, Centre d'Analyse des Stratégies et des Technologies de Moscou, 2010.

de quatre avions de combat *Sukhoï* Su-25, deux chasseurs *Sukhoï* Su-24 et un bombardier *Tupolev* Tu-22 par des tirs fratricides, pour plus de la moitié. Deux hélicoptères furent aussi perdus à l'issue des combats, suite à un accident aérien. Ainsi, l'efficacité de la défense sol-air géorgienne a été très largement exagérée.

3. ENSEIGNEMENTS DU CONFLIT

3.1 Les raisons de la catastrophe géorgienne.

À la lumière des erreurs tactiques et stratégiques, il apparaît évident que deux fautes d'appréciation majeures sont à la base du fiasco géorgien. En premier lieu, la stratégie de Tbilissi aura pêché par excès de confiance dans les capacités opérationnelles de ses forces armées. En second lieu, les stratèges géorgiens ont mal analysé et évalué la menace, en sous-estimant la réponse russe.

3.1.1 Un excès de confiance dans ses propres forces

Du temps du président Chevardnadzé, au début des années 2000, le budget militaire de la Géorgie avoisinait les 36 millions d'euros. Sept ans plus tard, il est multiplié par presque douze - 405 millions d'euros - et atteint 714 millions d'euros à la veille de la guerre. Cette formidable augmentation fut le résultat du renforcement militaire et politique de l'alliance avec les États-Unis, dont l'aspect le plus visible se concrétisa par le déploiement d'un contingent de 2 000 hommes en Irak. Les 2,15 milliards d'euros que la Géorgie investit dans son armement lui permirent certainement d'avoir une armée moderne, mais les soldats manquaient d'entraînement et s'avèrent peu adaptés à un affrontement mal anticipé. En réponse à l'assaut sur Tskhinvali, la Russie n'hésita pas à enrôler, aux côtés de ses troupes régulières, déjà aguerries, le redoutable bataillon *Vostok* composé d'anciens rebelles tchéchènes ralliés à Moscou et placés sous les ordres du *GRU*, le service de renseignement du ministère de la Défense russe. En dépit d'un impressionnant effort financier américain, et après sept ans d'instruction et de mise à niveau des équipements, la nature hétérogène de l'armée géorgienne et de sa chaîne de commandement (minorité de soldats professionnels, bien entraînés, anciens soldats de l'ère soviétique, majorité de conscrits, nouvelles recrues non-aguerries) s'avéra problématique.

Selon un accord de 2002 entre les États-Unis et la Géorgie, Washington fournissait des équipements, mais aussi et surtout de nombreux conseillers militaires qui assuraient la formation des militaires du rang, des sous-officiers et des officiers de l'armée géorgienne, dont les officiers supérieurs du Centre de Commandement. À la suite des programmes d'aide

militaire américains, dont l'ampleur s'accrut considérablement lorsque la Géorgie accepta de se joindre aux États-Unis dans l'opération *Iraqi Freedom*, l'armée géorgienne se retrouva scindée en deux. D'un côté, les professionnels, peu nombreux mais soutenus et encadrés par les instructeurs américains, dont la solde était bien supérieure aux revenus du Géorgien moyen. De l'autre, les conscrits, peu soldés, mal équipés et à peine entraînés. Les profondes différences de traitements, de considération et de statut mirent à mal la cohésion, le moral et la combativité des troupes. Les forces armées géorgiennes bénéficièrent de deux programmes, financés par les États-Unis : le *Georgia train and Equip Programme* (GTEP) et le *Sustainment and Stability Operations Programme* (SSOP). Aucun de ces deux programmes n'était réellement dimensionné pour améliorer la préparation au combat et renforcer les capacités offensives des forces géorgiennes. Présenté comme un programme d'entraînement adapté et progressif, le GTEP se limitait seulement à l'entraînement et l'équipement des 2 600 hommes, du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur, sélectionnés pour lutter contre le terrorisme. Quant au SSOP, son unique objectif était de former les unités appelées à être déployées en Irak, au sein des forces de la coalition qui participent à l'opération *Iraqi Freedom*. Il est aussi étrange que les autorités géorgiennes aient lancé l'offensive contre Tskhivali alors que ses meilleures unités (formées et équipées par les États-Unis) étaient déployées en Irak. Tbilissi les rappelèrent en urgence devant l'échec de l'offensive : ces unités (2^e brigade) furent envoyées sur le front à peine débarquées de l'avion. Mais la bataille était déjà perdue.

3.1.2 Une mauvaise analyse de la menace

La sous-estimation de la menace trouve son explication dans les différents corpus doctrinaux géorgiens (Concept de sécurité, Évaluation de la menace et Stratégie militaire) qui minimisaient ou ignoraient la menace russe. Ces documents concluaient qu'« *il n'y (avait) pratiquement aucune possibilité d'agression militaire ouverte contre la Géorgie* » et que « *la probabilité d'une telle agression (était) relativement basse* ». La menace d'une attaque de la Russie était tout simplement écartée en raison de la confiance en une future intégration à l'OTAN. Ceci expliquerait sans doute qu'au lieu de concentrer leurs efforts sur les points nevralgiques conditionnant le déploiement russe, les troupes géorgiennes aient préféré mettre l'accent sur une conquête très médiatisée de Tskhinvali. La province d'Ossétie du Sud était reliée à

l'Ossétie du Nord par le tunnel de Roki, seul réel point de passage au travers de la chaîne caucasienne. S'en emparer aurait donc dû constituer l'objectif principal des forces géorgiennes. Si son importance stratégique n'avait pas échappé aux planificateurs géorgiens, ils ne disposaient pas des moyens nécessaires à sa conquête. Cette erreur offrit aux troupes russes un accès rapide en Ossétie du Sud et constitua donc l'une des causes majeures du désastre militaire géorgien. Mais le manque crucial de préparation des forces armées géorgiennes au moment du déclenchement du conflit fut lui aussi décisif. Adaptée pour une confrontation limitée avec les seules forces de la province séparatiste, l'armée géorgienne était vouée à la défaite, face à une force russe beaucoup plus opérationnelle et mieux équipée. Son incapacité à soutenir un combat de grande envergure, de forte intensité, le manque évident d'entraînement interarmes et interarmées, l'insuffisance du soutien logistique condamnaient l'opération dès le premier coup de canon.

De même, la concentration des efforts au Nord-Est face à l'Ossétie du Sud dégarnissait grandement les défenses géorgiennes face à l'Abkhazie. Ce choix était d'autant plus étonnant que la majeure partie des incidents avaient eu lieu sur ce front et que les Géorgiens s'étaient plaints à de multiples reprises du renforcement des forces russes dans cette province rebelle, préalable à une éventuelle attaque. Les forces géorgiennes sur la ligne de cessez-le-feu avec l'Abkhazie étaient tout juste suffisantes pour contenir une percée des seules forces de sécurité abkhazes. Il est clair que les stratèges géorgiens n'avaient pas envisagé la possibilité de devoir combattre sur deux fronts simultanément. Ceci témoigne soit d'un défaut de renseignements, malgré l'utilisation de nombreux drones, ou d'un excès de confiance. Il est aussi possible que Tbilissi n'ait pas un moment envisagé la possibilité de l'engagement de la flotte russe du fait de la présence, à cette période, d'une flotte américaine. La Russie a fourni à la commission d'enquête les ordres d'opérations que les troupes russes auraient saisis au cours des combats. Ces ordres d'opération, dont la traduction anglaise est produite en annexe, ont été jugés falsifiés par la partie géorgienne, laquelle a transmis ses propres exemplaires après les avoir déclassifiés. La version géorgienne, particulièrement vague, est tout aussi discutable. Selon ces ordres, sujets à caution, une attaque contre l'Abkhazie était planifiée après la conquête effective de l'Ossétie du Sud. Une chose paraît néanmoins évidente : les autorités géorgiennes n'envisageaient pas une intervention russe, tout du moins aussi rapide. Il est aussi probable

que Tbilissi comptait sur la conjonction des Jeux Olympiques de Pékin et du soutien américain affiché, pour dissuader toute réaction militaire de Moscou.

3.2 Une victoire russe contrastée

Cette guerre a mis en évidence certaines faiblesses dans l'organisation et l'équipement des forces armées russes. Dans le cadre d'une confrontation avec un adversaire plus puissant, ces défaillances auraient pu sérieusement compliquer le déroulement de leurs opérations militaires. Les enseignements conduisent l'armée russe à procéder à des révisions d'ordre organisationnel, en particulier dans l'élaboration de nouvelles procédures de commandement et de conduite des opérations, et à des améliorations en matière d'équipements. Les méthodes irrégulières expérimentées sur le théâtre géorgien seront perfectionnées et formalisées par l'actuel chef d'état-major de l'armée russe dans la doctrine Guerasimov.

3.2.1 Des lacunes dans les moyens et le commandement

Si les troupes terrestres montrèrent, au cours de cette opération, un niveau assez élevé d'interopérabilité entre les différents groupements interarmes, les forces aériennes essuyèrent des pertes relativement lourdes (sept appareils) dont un bombardier à long rayon d'action *Tupolev Tu-22M3*, compte tenu de leur supériorité aérienne écrasante. Ce bilan a surtout démontré de sérieux problèmes, au sein des forces armées russes, de coordination et de gestion des unités de la zone de combat. La quasi-absence de soutien mutuel entre les forces terrestres et aériennes russes a conduit à ce qu'elles mènent deux guerres distinctes. Les pilotes n'étaient, par exemple, pas informés de la situation au sol, ne recevant que des renseignements tardifs et souvent inexacts. Pour ne pas avoir neutralisé suffisamment à temps la défense aérienne géorgienne, ces forces aériennes se retrouvèrent confrontées à deux problèmes : un soutien aérien rapproché de leurs troupes peu efficace et une cruelle absence de renseignements fiables. Les programmes de modernisation du matériel aéronautique, décidés en 2009 concernaient, pour l'essentiel, les unités aériennes du commandement spécial (KSpN), des 11^{ème} et 37^{ème} armées des forces aériennes (Russie centrale et Extrême-Orient). La 4^{ème} armée des forces aériennes, qui avait participé à cette guerre, n'était dotée que d'appareils anciens, dont la technologie la plus récente datait des

années 1980. Les décisions qui furent prises par le Programme GPV 2011 - 2020 (commandes d'armements de l'État russe et programmes de développement), dont l'adoption eut lieu en 2010, donnèrent certainement une indication sur les orientations choisies en matière aéronautique.

Malgré les brillants résultats de l'opération, les équipements des forces terrestres avaient également besoin d'être revus et modernisés. À l'instar des forces aériennes, les principales troupes terrestres dotées de nouveaux équipements se trouvaient loin de la Région militaire du Caucase du Nord. C'est pourquoi, hormis quelques rares armements modernes utilisés au cours de cette guerre, la majeure partie du matériel utilisé (chars T-62 et T-72, véhicules blindés de combat d'infanterie BMP-1 et BMP-2, véhicules blindés de transport de troupes BTR-70 et BTR-80, canons automoteurs Gvozdika et Akatsia et lance-roquettes multiples BM-21 Grad) datait des années 70-80. Bien que les autorités russes aient démenti avoir fait usage de ce type de missile, les forces russes auraient également employé des canons automoteurs Msta, des missiles Totchka et lance-roquettes multiples Smertch. Les équipements officiellement utilisés n'étaient, au mieux, que légèrement modernisés et révélaient des problèmes de transmission des ordres et de coordination des systèmes d'armes au sein des unités blindées. En plus du matériel de combat, la révision de l'équipement des troupes terrestres devait également concerner les moyens de reconnaissance, d'acquisition d'objectifs et de commandement et de conduite des opérations. Les défauts mis à jour dans ces domaines sont évidents. En trois jours de combats, dans la région de Tskhinvali, l'artillerie russe ne réussit pas à neutraliser ou détruire l'artillerie géorgienne, qui est restée opérationnelle jusqu'au moment du repli ordonné par Tbilissi. L'absence d'indications précises sur les cibles (les forces russes ne disposaient d'aucun drone), un nombre insuffisant de munitions guidées et leur imprécision en raison de l'absence de renseignements, des défaillances dans les systèmes d'acquisition d'objectifs et de conduite des tirs furent les principaux responsables des difficultés rencontrées. Ainsi, les forces terrestres subirent le plus gros des pertes, car malgré une avance rapide, les premiers éléments ne purent pas bénéficier d'un appui suffisant de l'aviation ou de l'artillerie. Le déploiement rapide ne fut permis que par le prépositionnement d'éléments après l'exercice Kavkaz 2008 et surtout par le fait que les Géorgiens n'avaient pas détruit le tunnel de Raki, seule voie de communication terrestre. Le

commandement russe en tirera les leçons et signera avec la France, peu après le conflit, le contrat d'acquisition de quatre Bâtiments de Projection et de Commandement type Mistral. Ce type de bâtiment aurait permis, en effet, de transporter rapidement la majeure partie des éléments blindés par la mer Noire.

Seule armée à avoir réellement tiré son épingle du jeu, la marine russe remplit parfaitement sa mission, qui était de bloquer le littoral dans la zone du conflit. Mais la victoire ne doit pas occulter la réalité des faits : l'opposition était quasiment inexistante. La flotte russe de la mer Noire était vieillissante. Ses principaux bâtiments, âgés de plus de vingt ans, devaient être retirés du service au cours des décennies suivantes. D'un point de vue stratégique, la flotte devait également être renforcée en raison de la détérioration évidente des rapports entre la Russie et l'OTAN. Au moins, en vue d'assurer la défense de son littoral en cas de conflit grave et, au mieux, afin de dissuader efficacement un adversaire potentiel.

3.2.2 Les réformes de 2009 et la doctrine Guerasimov

Tirant les enseignements de cette guerre éclair, le Président Medvedev estima que « la modernisation des forces et des équipements et que l'amélioration des niveaux opérationnels et des capacités militaires constituaient une priorité majeure »²⁶. Il justifia cette décision par la nécessité de faire face à l'avenir, au réarmement en cours de la Géorgie. Le chef d'état-major de l'état-major interarmées, le général Nikolaï Makarov, pour sa part, estima qu'il convenait de développer un nouveau concept stratégique et que la priorité en matière d'armements modernes devait porter sur les armes intelligentes de précision, les satellites, la défense aérienne et les forces aériennes. Quatre jours plus tard, Vladimir Poutine annonçait une augmentation de 27% du budget de la défense pour 2009, soit 36 milliards d'euros.

En février 2013, le chef d'État-major des armées russes, Valery Guerasimov, décrivait la planification d'une guerre hybride d'un point de vue théorique. On peut la résumer en 5 points essentiels :

²⁶ Annonce du Président Medvedev du 11 septembre 2008, <http://kremlin.ru>

- **Pression politique** – via des agents d’influence, propagande, campagnes médiatiques, affaires compromettant les dirigeants du pays-cible, etc.
- **Pression indirecte** – via des cyberattaques, perturbations des transports, entraînement et armement de « rebelles », etc.
- **Intervention militaire** – via des démonstrations de force aux frontières, formation complète d’unités de « volontaires » et leur fusionnement tactique avec les forces armées russes, etc.
- **Dissuasion** – via des patrouilles aériennes agressives le long des frontières, le déploiement d’armes nucléaires tactiques, des manœuvres à l’échelle du théâtre d’opérations, etc.
- **Manipulation et fausses promesses** – en jonglant avec les accords de cessez-le-feu, en semant la zizanie dans le camp occidental via des leviers économiques, etc.

Sur la base de ces « méthodes », le conflit hybride, d’après Guerasimov, se développerait selon 8 phases essentielles :

- **Phase 1** – emploi de moyens asymétriques et non-militaires, basés sur des mesures informationnelles, psychologiques, diplomatiques, idéologiques et économiques, de sorte à influencer le pays-cible et y former un terreau politico-militaire favorable.
- **Phase 2** – opérations spéciales, mises en place de leurres trompant l’élite politique et militaire du pays-cible par l’action coordonnée des canaux diplomatiques et médiatiques, ainsi que par l’imitation de fuites de documents importants ou secrets.
- **Phase 3** – intimidation, manipulation, subordination, recrutement de fonctionnaires du gouvernement et de l’armée de sorte à les empêcher de remplir leur mission.
- **Phase 4** – propagande destinée à la déstabilisation de la population et l’apparition de bandes armées.
- **Phase 5** – établissement d’une *no fly zone*, blocus du pays ou de la région-cible, emploi de troupes privées coopérant étroitement avec les forces « rebelles ».
- **Phase 6** – activation de l’armée précédée de larges opérations de renseignement et autres diversions.

- **Phase 7** – démonstration de force aérienne, électronique, balistique et technologique (nouvelles armes acoustiques, lasers, etc.) via un ensemble d'opérations médiatiques destinés à créer la panique de l'ennemi.
- **Phase 8** – réduction des dernières poches de résistance ennemies par des opérations aéroportées, tirs de missiles longue distance guidés par le renseignement militaire sur place.

3.3 Les responsabilités occidentales

3.3.1 Une inconséquence occidentale ?

L'Occident, qui avait pourtant largement soutenu la transition démocratique de la révolution des Roses, fut particulièrement sourde à l'appel à l'aide du gouvernement géorgien lorsque les blindés russes franchirent la frontière. La plupart des chancelleries se limitèrent à condamner publiquement la réponse disproportionnée de la Russie. Seule la France par l'initiative de son ambassadeur à Tbilissi, joua un rôle aux côtés des Géorgiens au cours du conflit. Prévenu par la population locale que le bataillon tchéthène *Vostok* marchait sur la ville de Sachkere, l'ambassadeur français, Éric Fournier, s'émut de cette épée de Damoclès suspendue au-dessus d'une école de formation des troupes de montagne, avec laquelle Paris avait établi une coopération suivie. Des chasseurs alpins français étaient présents sur cette base au moment de l'éclatement du conflit, le 7 août. « *Nous sommes inquiets des mouvements russes vers Sachkeré* », confiait le diplomate. « *Nous craignons que les Russes ne cherchent à le détruire, ce qui serait une violation inacceptable du cessez-le-feu*²⁷. » Aussitôt, Éric Fournier décida de se rendre sur place, en passant par Gori, dont les entrées et sorties étaient contrôlées par les Russes. Sur la base Éric Fournier fit hisser les couleurs de la France dans le crépuscule. Les forces russes laisseront l'école de montagne intacte.

Au-delà de leur inaction face à la défaite annoncée de la Géorgie, les alliés occidentaux portent une responsabilité dans cette catastrophe, en particulier l'administration Bush. Si la propagande russe a laissé entendre que les Américains auraient donné le « feu vert » à l'opération militaire, il est indéniable que Washington ne pouvait ignorer les projets de

²⁷ www.lefigaro.fr/international le 22 août 2008

Saakashvili, du fait de la présence permanente de ses conseillers militaires. La responsabilité américaine est avant tout dans son silence devant les dérives autoritaires du pouvoir géorgien et sa rhétorique belliqueuse. Les États-Unis comme la plupart des pays de l'Europe de l'Est ont soutenu, financièrement et matériellement, l'effort de guerre géorgien jusqu'à la veille du conflit. Personne n'a tiré la sonnette d'alarme lorsque les forces géorgiennes ont été mobilisées ni dénoncé un budget militaire s'élevant à près d'un tiers des dépenses en 2007. Deux hypothèses peuvent expliquer les raisons pour lesquelles les autorités américaines n'eurent pas recours à la pression économique sur Tbilissi pour éviter ce gâchis : soit elles estimaient que Moscou ne réagirait pas, ce qui indiquerait de graves déficiences dans le renseignement américain ; soit l'issue du conflit leur importait peu, l'essentiel étant de forcer les partenaires européens les plus prudents à s'engager davantage dans le Caucase pour poursuivre le *containment* de la Russie²⁸.

L'Union Européenne, malgré ses dissensions, a été à la hauteur en agissant rapidement pour obtenir la paix. L'UE enverra une centaine d'observateurs, dont une majorité de gendarmes français, patrouillant jour et nuit pour garantir le respect du cessez-le-feu et le retrait des forces russes dans le cadre de l'EUMM (*European Union Monitoring Mission in Georgia*) dès le 1^{er} octobre 2008. Cette mission, toujours en cours, a contribué au cours des dix dernières années à la paix et à la médiation entre Tbilissi et les provinces séparatistes. L'Europe est aussi à l'origine de discussions internationales de paix, le processus de Genève, qui visent à trouver une solution diplomatique. Enfin, Bruxelles est à l'origine d'une commission d'enquête indépendante chargée de faire toute la lumière sur l'origine et le déroulement de la Guerre des cinq jours (*Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia*).

3.3.2 Les conséquences politiques de l'inaction.

L'inaction occidentale eut des conséquences catastrophiques sur la Géorgie, qui avait fait de l'adhésion à l'OTAN et à l'Union Européenne un objectif existentiel. Avec le revers de l'été 2008 et la perte des territoires séparatistes, cette perspective s'éloigna considérablement sans quitter la classe politique géorgienne. Comme l'indique son nom, le

²⁸ RADVANIY, J, Télérama, <http://www.telerama.fr/monde/a-quoi-jouent-les-americains-en-georgie,32606.php> 20/08/2008

parti politique actuellement au pouvoir, le « Rêve géorgien », ne se fait pas réellement d'illusion sur le fait d'intégrer ces institutions occidentales à court terme. Tbilissi garde néanmoins ce cap pour se moderniser, attirer les investisseurs étrangers et limiter sa dépendance au voisin russe. Sur le plan militaire, l'armée géorgienne poursuit sa restructuration sur les standards de l'Alliance atlantique et maintient sa participation aux opérations extérieures multinationales. Considérant son infériorité dans le domaine aérien face à son puissant voisin, la Géorgie remplace progressivement son armée de l'air par une défense sol-air puissante et moderne. Pour cela, elle a fait confiance aux industriels français MBDA et Thales. Concernant sa marine, les autorités géorgiennes ont décidé de limiter celle-ci aux garde-côtes, comptant sur l'OTAN pour réduire l'étreinte de la marine russe en mer Noire. Pour régler la question des territoires séparatistes, Tbilissi a opté pour une politique pacifique de désoccupation appuyée en cela par l'Union Européenne. Néanmoins, cette stratégie se heurte aujourd'hui à la frontiérisation et une annexion rampante de la part de la Russie : la ligne de démarcation administrative s'est progressivement transformée en frontière avec l'apparition de postes de contrôle de gardes frontières russes, de miradors et de barbelés. Les panneaux signalant l'entrée en territoires séparatistes, posés par les militaires russes, sont régulièrement déplacés, grignotant un peu plus le territoire sous l'autorité de Tbilissi.

Les territoires séparatistes, économiquement et militairement dépendants de Moscou, sont progressivement intégrés à la fédération russe. En 2017, les militaires sud-ossètes et abkhazes peuvent servir dans l'armée russe et de très nombreux exercices militaires sont organisés dans les républiques indépendantes *de facto*. Le Kremlin a investi principalement dans ces régions dans le domaine militaire, modernisant les bases et les équipements. Il se sert notamment de ces bases avancées (en complément des bases en Arménie) pour sa stratégie de déni d'accès du Caucase sud et de la mer Noire (à partir de la Crimée depuis 2014). Du fait de l'inaction occidentale au cours de la Guerre des cinq jours, Moscou a été encouragée dans sa politique agressive envers ses voisins, multipliant les provocations avec ses bombardiers à long rayon d'action et ses sous-marins. Ainsi, lorsque la pérennité de sa base navale de Sébastopol fut menacée par une nouvelle révolution de couleur en Ukraine, « l'*Euromaidain* », la Russie n'hésita pas pour annexer la presqu'île criméenne et soutenir militairement les séparatistes dans le Donbass. À l'image du précédent géorgien, la Russie

employa tous les moyens, y compris la force, pour maintenir son emprise sur ce qu'elle considèrait encore comme son « étranger proche ». Ainsi l'exercice militaire ZAPAD 2018, organisé en majeure partie en Biélorussie, simulait une véritable démonstration de force à l'encontre d'une déstabilisation de son allié par des forces irrégulières soutenues par l'Occident.

Les pays de l'Otan sont partagés sur l'urgence de la menace russe. Après le sommet de Varsovie en juillet 2016, l'Alliance a considérablement renforcé son dispositif face à la Russie. Dans le cadre de sa politique de réassurance, les chasseurs se succèdent sur les bases aériennes baltes pour une mission de police du ciel. Quatre bataillons multinationaux sont déployés en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne pour assurer une « présence avancée renforcée » (*Enhanced Forward Presence*). La France contribue actuellement à ce dispositif en Estonie avec environ 300 militaires dotés de quatre Véhicules Blindés de Combat d'Infanterie (VBCI), d'un peloton de quatre chars *Leclerc* et d'une section du génie. En Bulgarie et en Roumanie, les navires et les avions de l'OTAN ont établi une « présence avancée sur mesure » (*Tailored Forward Presence*). L'objectif de ce dispositif est de faire face à la militarisation russe de la mer Noire. Cette démonstration de force fait le jeu de la propagande russe qui dénonce une escalade militaire injustifiée.

Conclusion

La Guerre des cinq jours constitua un changement radical de paradigme dans la relation russe à son étranger proche et à l'Occident. Lorsqu'il arriva au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine initia, en vain, une politique de la main tendue vers l'Occident et multiplia les gestes politiques, notamment après le 11 septembre 2001. Néanmoins, la dégradation de la situation intérieure en Tchétchénie, le déplacement de l'Alliance atlantique toujours plus à l'est l'amènèrent à durcir ses positions. L'année 2008 constitua un véritable tournant avec la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les Occidentaux et la menace de l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine au sein de l'OTAN au sommet de Bucarest. Se sentant ignoré et méprisé par l'Occident, le pouvoir russe estima alors qu'il était temps d'envoyer un signal fort. La Géorgie de Saakachvili était toute désignée pour cela. Le jeune président géorgien, en manque de popularité dans son pays, irritait considérablement le Kremlin depuis son accession au pouvoir lors de la révolution des Roses. Ce dernier avait en effet adopté une ligne politique volontairement antirusse. En fixant comme objectif l'adhésion aux institutions euratlantiques et la réintégration des provinces séparatistes, Tbilissi s'était attirée les foudres du couple exécutif Medvedev-Poutine. Le Kremlin prépara alors le terrain d'une intervention en accélérant la distribution de passeports russes en Abkhazie et en Ossétie du Sud et en attisant les tensions interethniques par les biais de ses forces de maintien de la paix. Il devenait d'autant plus urgent de réagir avec fermeté en Géorgie que l'Europe et surtout les États-Unis s'intéressaient de plus en plus aux hydrocarbures du Caucase. La politique américaine de la Nouvelle route de la Soie et la construction du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceylan (BTC) étaient autant de menaces d'isolement de la Russie.

Grisé par le soutien politique, financier et militaire de l'Occident, Saakachvili n'avait pas compris, ou n'avait pas voulu voir que cela ne le protégeait pas du puissant voisin russe. Le pouvoir géorgien, de plus en plus personnel et en pleine spirale nationaliste, resta donc sourd aux appels à la prudence de ses alliés. Le succès militaire initial contre Tskhinvali fut de courte durée et en juste cinq jours, après une contre-offensive éclair, tout était perdu. Attaquée sur deux fronts par les armées russes, abkhazes et sud-ossètes, les forces géorgiennes, pourtant modernisées à grands frais, n'étaient tout simplement pas de taille. Car au-delà de la disproportion des moyens, Moscou expérimentait en Géorgie un nouveau

type de conflictualité, la guerre hybride. La combinaison d'une vaste cyberattaque avec la fulgurance d'une offensive préparée depuis des mois sidéra le pouvoir géorgien et le condamna à la passivité. Aucun secours ne vint des États-Unis, empêtrés dans le borborygme irakien et paralysés par leur campagne électorale. Seule l'Europe, mobilisée par son président temporaire mais divisée sur le fond, intervint pour mettre un terme au désastre. Le plan de paix Medvedev-Sarkozy en six points, bien que laissant le champ libre aux forces russes pour piller les bases géorgiennes, sauva l'essentiel : le pouvoir géorgien. Afin de s'ancrer définitivement dans la région, la Russie alla jusqu'à reconnaître l'indépendance des républiques de facto abkhaze et sud-ossète, allant ainsi à l'encontre du principe d'intangibilité des frontières qu'elle défendait jusque-là. Avec l'installation de nouvelles emprises militaires dans ces territoires, Moscou compléta son dispositif militaire comptant déjà des bases en Arménie. Avec sa base navale en Abkhazie et l'annexion de la Crimée en 2014, le Kremlin visait à imposer sa suprématie aux riverains de la mer Noire, surnommée « la mer russe » à Moscou. Néanmoins, considérant son retard en matière navale face à l'OTAN, la Russie opta résolument pour une stratégie de déni d'accès avec des systèmes sol-air et anti-navires, où l'Abkhazie jouait un rôle de premier ordre.

Le Kremlin semblait ainsi avoir atteint tous ses objectifs avec la Guerre des cinq jours : le Caucase ne s'ouvrirait pas à moyen terme à l'Occident, ses voisins avaient modéré leur orientation euratlantique et l'Occident considèrait à nouveau la Russie comme un interlocuteur incontournable. Mais cette démonstration de force fut surtout un constat de l'échec de la politique de respectabilité poursuivie par le pouvoir russe depuis la fin de l'URSS. La Russie s'est montrée incapable de concurrencer le *soft power* occidental, cette capacité à influencer pacifiquement. Elle n'a pas inventé de « rêve russe » susceptible d'exorciser le spectre de l'impérialisme soviétique. Le Président russe a, quant à lui, vécu comme un affront personnel l'échec de son projet d'Union eurasiatique. L'agressivité dont le Kremlin a fait preuve en Géorgie, puis en Ukraine fut en réalité une tentative désespérée d'exister dans un monde qu'il voulait multipolaire. Ainsi, en établissant des « zones grises », des conflits gelés, les autorités russes cherchaient jusque-là à limiter la progression d'une Alliance atlantique qu'elles jugent dirigée contre elles. L'emploi de la guerre hybride se justifie surtout par l'infériorité de ses moyens conventionnelles du à un très large retard technologique vis-à-vis des occidentaux

Le monde a changé en 2008. La Russie a donc décidé avec la Géorgie puis l'Ukraine d'employer la force pour défendre chez ses voisins ce qu'elle considérait comme ses intérêts. En 2015, conforté dans sa puissance retrouvée face à la passivité de l'Occident, le Kremlin est passé à une nouvelle dimension, ce malgré une situation économique plombée par les sanctions occidentales et le faible cours du pétrole. À peine un an après avoir annexé la Crimée sans un coup de feu, Poutine surprend à nouveau l'Occident en intervenant militairement en Syrie aux côtés de son allié Assad. La détermination et l'efficacité militaire russe en Syrie ont inversé le cours de la rébellion syrienne et rebattu les cartes face à des États-Unis fragilisés par un nouveau Président imprévisible. En s'élargissant toujours plus à l'est, l'OTAN a progressivement privé la Russie de son glacis stratégique. Il était donc inéluctable que le Kremlin s'engage par tous les moyens pour restaurer un cordon de protection, mis à mal par l'installation du bouclier anti-missile. Après avoir poussé Moscou dans ses retranchements, l'OTAN doit désormais repenser sa relation à une Russie dont les ambitions assumées débordent le cadre immédiat de son voisinage pour s'afficher sur un plan mondial.

Annexe 1 : Chronologie

De la guerre civile à la révolution des Roses :

20 décembre 1990 : Proclamation d'autonomie de l'Ossétie du Sud.

05 janvier 1991 : L'armée géorgienne entre dans Tskhivali.

09 avril 1991 : Indépendance de la Géorgie

06 janvier 1992 : Coup d'état d'Edouard Chevarnadze.

24 juin 1992 : Accords de paix de Dagomys. La Russie déploie une force d'interposition de 1 500 hommes en Ossétie du Sud.

23 juillet 1992 : Proclamation d'indépendance de l'Abkhazie. Début de la guerre géorgiano-abkhaze.

27 septembre 1993 : Accord de paix de Sotchi. La Géorgie entre dans la CEI. La Russie déploie une force d'interposition de 3000 hommes en Abkhazie.

De la Révolution des roses à la Guerre des cinq jours :

2 novembre 2003 : Révolution des roses. Démission d'E. Chevarnadze.

4 janvier 2004 : M. Saakashvili est élu président de Géorgie

6 mai 2004 : Tbilissi obtient la démission d'Abachidze et reprend le contrôle de la province séparatiste d'Adjarie.

Juin 2004 : Tbilissi ferme le marché noir d'Ergneti.

Août 2004 : Affrontements en Ossétie du Sud. Impasse militaire.

23 novembre 2007 : Suite aux manifestations contre la corruption de son gouvernement, Saakashvili démissionne et provoque des élections anticipées.

26 décembre 2004 : Révolution orange en Ukraine.

5 janvier 2008 : M. Saakashvili est réélu avec un score moindre que lors du scrutin de 2004.

17 février 2008 : Indépendance du Kosovo.

2 au 4 avril 2008 : La Géorgie et l'Ukraine demandent leur adhésion à l'OTAN lors du sommet de Bucarest.

20 avril 2008 : Un drone géorgien est abattu à la frontière abkhaze.

Juin-juillet 2008 : Série d'attentats à la bombe dans le district géorgien de Gali en Abkhazie. Les autorités de facto ferment le point de passage du pont sur l'Inguri, piégeant les minorités géorgiennes. Affrontements dans la vallée de Kodori.

La Guerre des cinq jours :

Juin-juillet 2008 : Série d'attentats à la bombe et d'incidents dans les villages géorgiens en Ossétie du Sud

8 juillet 2008 : Violation de l'espace aérien par 4 chasseurs russes pendant la visite du représentant de l'OSCE et du secrétaire d'Etat américain à Tbilissi.

15 au 31 juillet 2008 : Exercice interalliés dirigé par les Etats-Unis *Immediate Response* en Géorgie.

15 juillet au 02 août 2008 : Exercice Kavkaz-2008 à la frontière sud-ossète.

7 août 2008 : Dans l'après-midi, les autorités géorgiennes quittent le Quartier général des forces conjointes de maintien de la paix. A 19h00, le président Saakashvili annonce un cessez-le-feu unilatéral. A 23h50, les forces géorgiennes bombardent la capitale sud-ossète.

8 août 2008 : Au matin, les forces armées et de l'intérieur géorgiennes se déploient sur les hauteurs de Tskhinvali et commencent l'assaut sur la ville. La Russie entre en guerre et bombarde les positions géorgiennes.

9 août 2008 : Les premiers éléments terrestres russes bousculent les forces géorgiennes et reprennent Tskhinvali. La flotte de la mer Noire établit le blocus des ports géorgiens et débarque des troupes dans le port abkhaze d'Ochamchira.

10 août 2008 : Les forces russo-abkhazes entrent en territoire géorgien. Tbilissi annonce un cessez-le-feu unilatéral et les forces armées géorgiennes quittent le territoire sud-ossète.

12 août 2008 : Les forces russes s'emparent de la ville de Gori et contrôlent le principal axe de communication est-ouest de Géorgie. La marine géorgienne est entièrement détruite dans le port de Poti. Le Président Medvedev annonce la fin de l'opération et signe le plan de paix en six points.

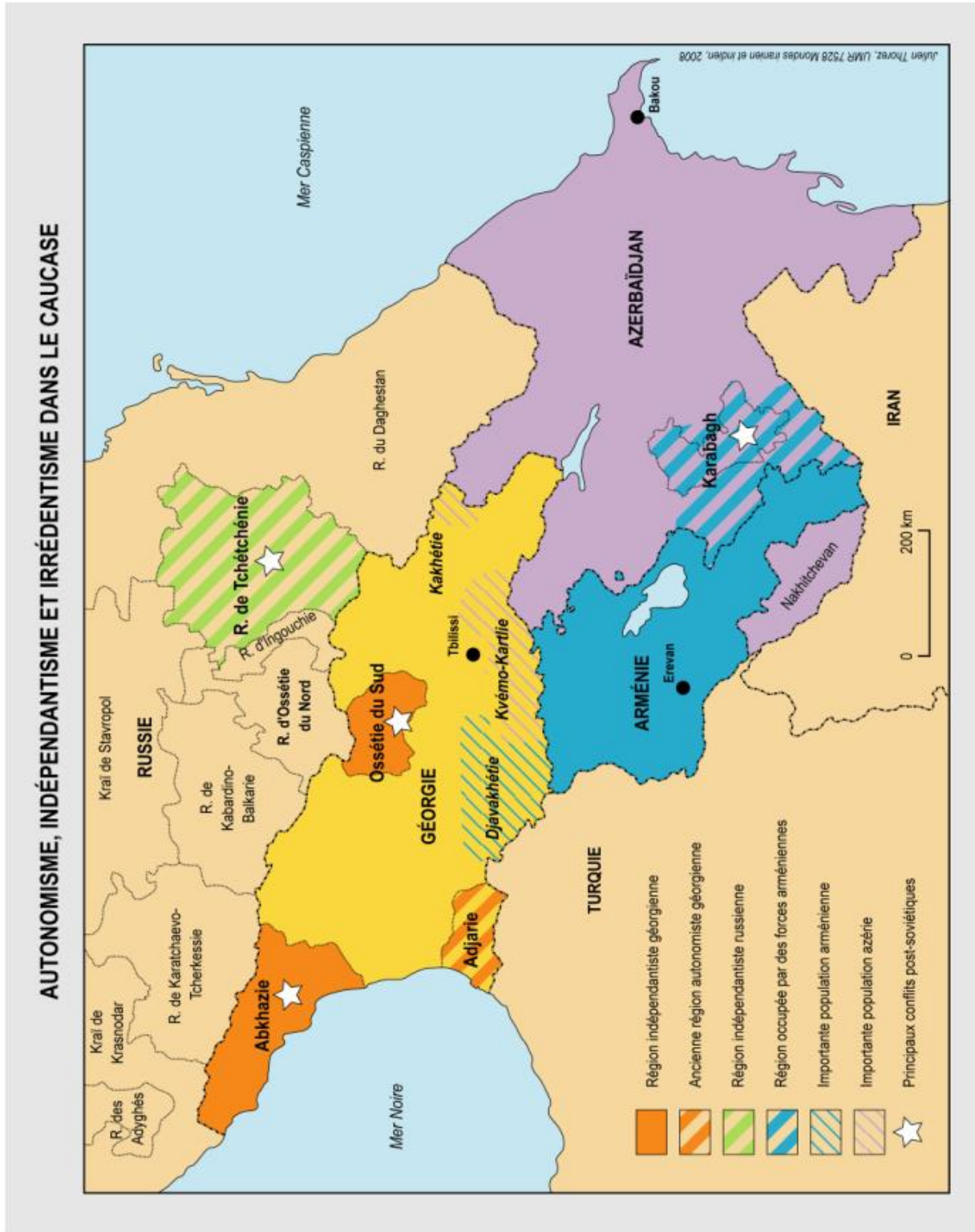
13 août 2008 : Les forces de sécurité abkhazes s'emparent des gorges de Kodori.

26 août 2008 : La Russie reconnaît l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

09 octobre 2008 : Les dernières troupes russes quittent le territoire administré par Tbilissi.

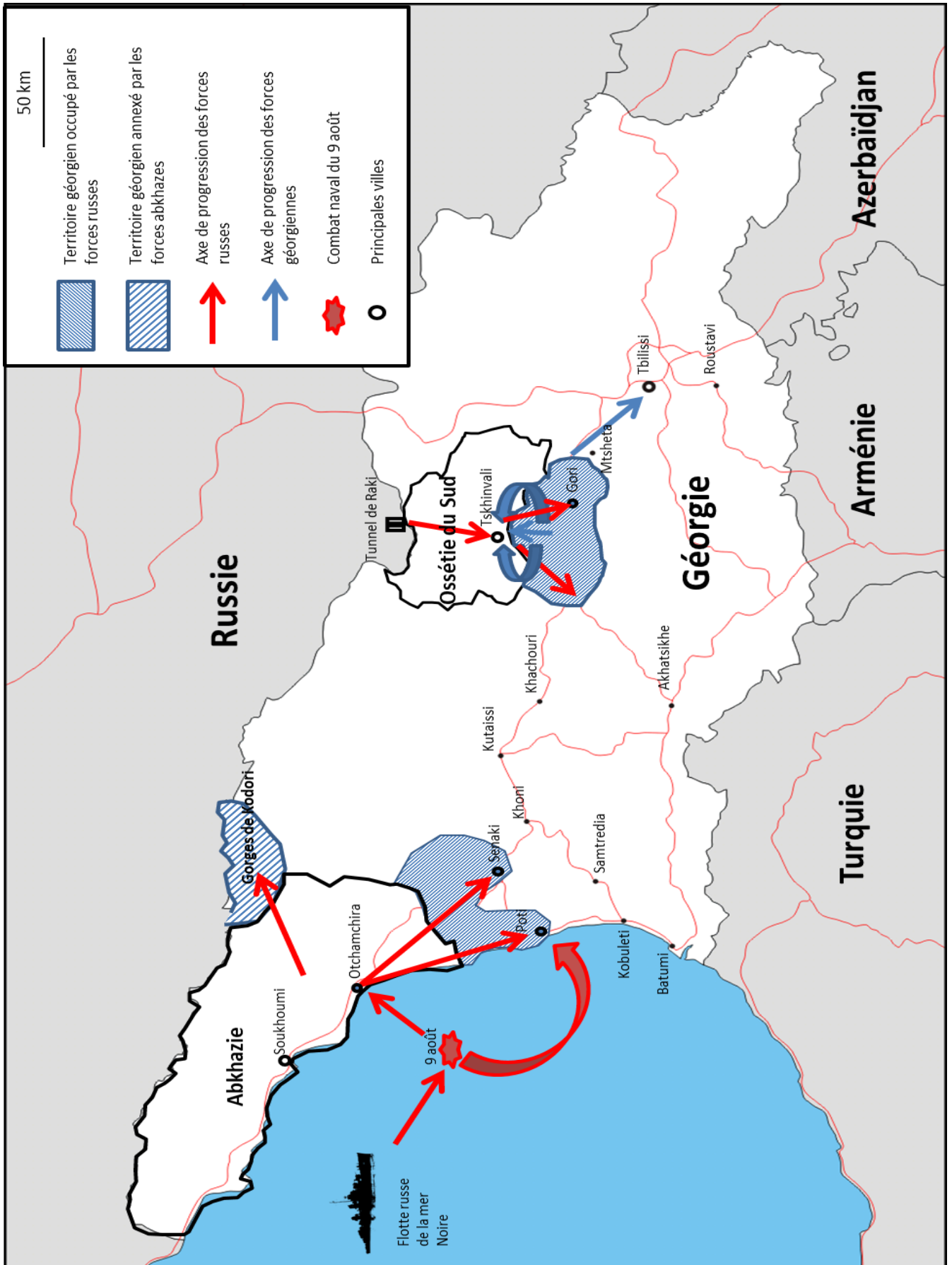
Annexe 2 : Cartes

Carte 1 : Autonomie et irrédentisme dans le Caucase Sud

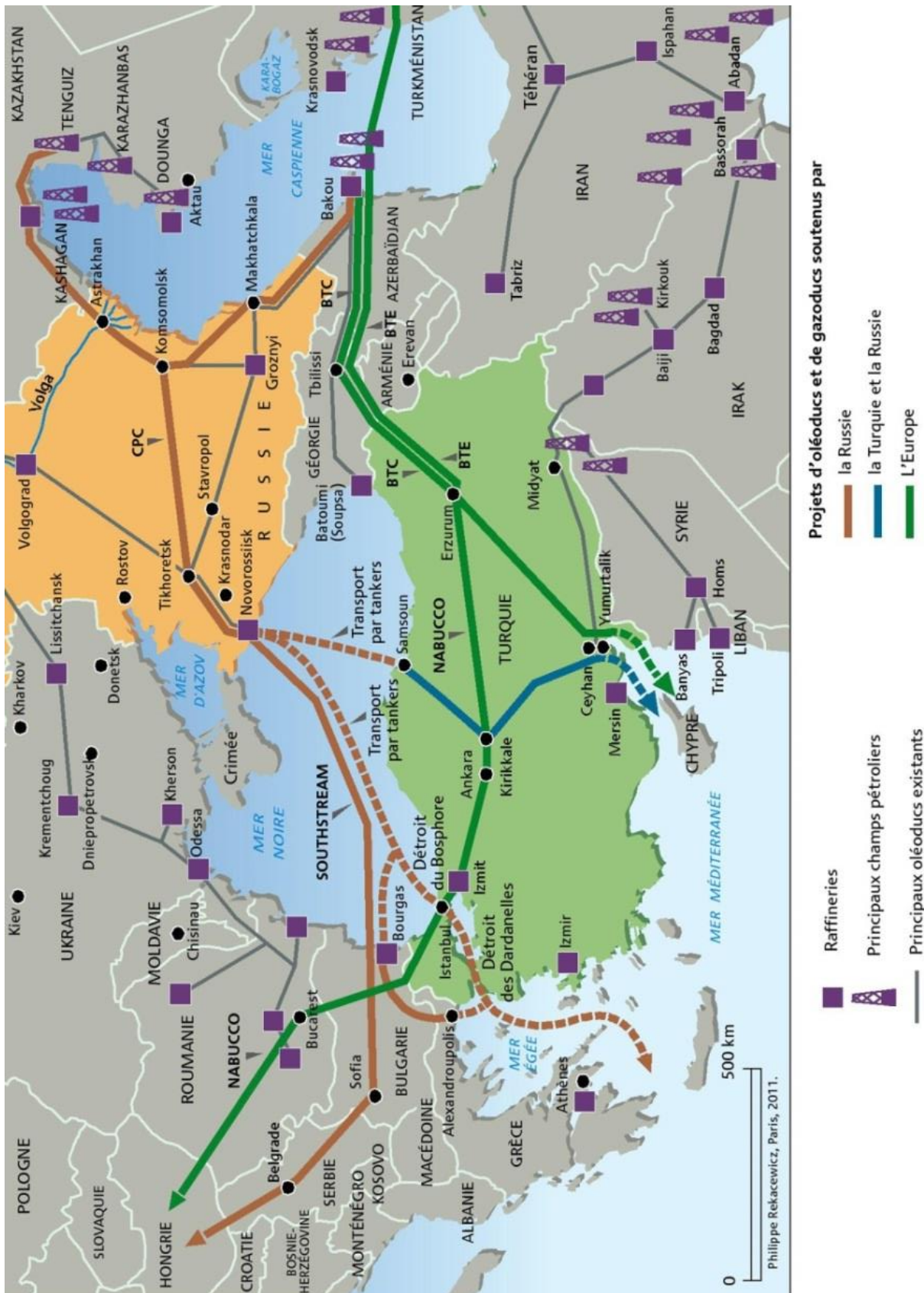


Source : Thorez J, *Mondes iranien et indien*, 2006

Carte 2 : Les opérations lors de la Guerre des cinq jours



Carte 6 : Projets de pipelines Caspienne- mer Noire en 2008



Source : *Philippe Rekacewicz, site des jeunes russisants*

Annexe 3 : Tableaux statistiques.

Tableau 1 - Caractéristiques ethno-nationales des principaux protagonistes du conflit de l'été 2008

Nationalité	Langue	Religion
géorgienne	caucasienne	christianisme (sauf en Adjarie)
ossète	iranienne	christianisme majoritaire
abkhaze	caucasienne	christianisme majoritaire
russe	slave	christianisme

Figure 1

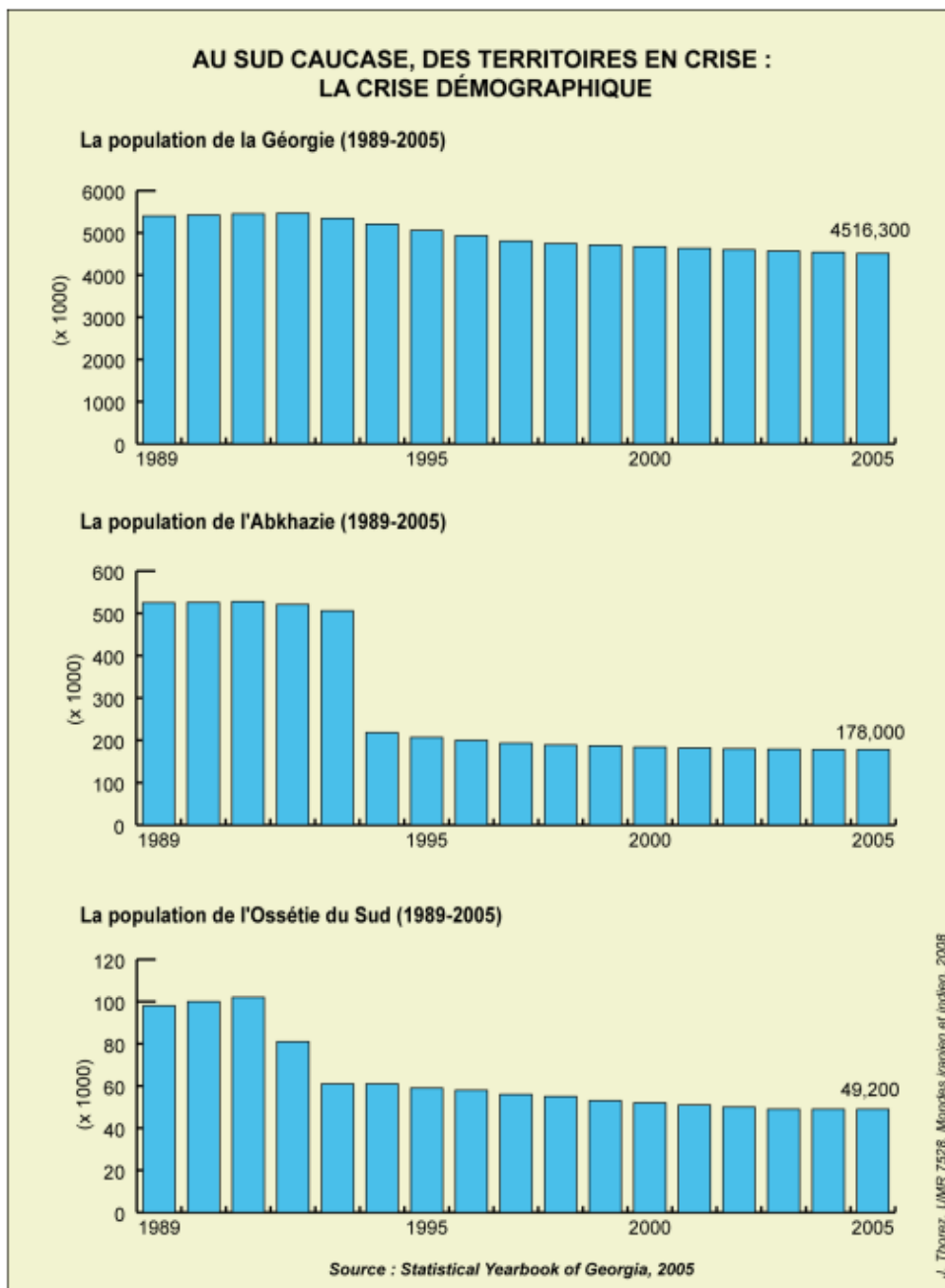


Tableau 2 - La population de l'Abkhazie (1926-2003)

	1926		1939		1959		1989		2003**	
Abkhazes	55 918	27,8 %	56 197	18,0 %	61 193	15,1 %	93 267	17,8 %	94 606	43,8 %
Géorgiens	24 588*	12,2 %	91 967	29,5 %	158 221	39,1 %	239 872	45,7 %	42 355	19,6 %
Arméniens	25 677	12,8 %	49 705	15,9 %	64 425	15,9 %	76 541	14,6 %	44 870	20,8 %
Russes	12 553	6,2 %	90 201	19,3 %	86 715	21,4 %	74 914	14,4 %	23 420	10,8 %
Grecs	14 045	7,0 %	34 621	11,1 %	9 101	2,2 %	14 664	2,8 %	1 486	0,7 %
Population totale	201 016		311 885		404 738		525 061		215 972	

Sources : recensements de la population de l'URSS et de l'Abkhazie autonome

* Au recensement de 1926, plusieurs populations par la suite intégrées dans la catégorie « Géorgiens » ont été comptées séparément, tels les Mingréliens (40 989 personnes, soit 20,4 % des effectifs totaux) ou les Svanes, de sorte que les Abkhazes apparaissaient comme la population nationale la plus nombreuse de la RSS d'Abkhazie.

** Ces données sont produites par la direction des statistiques de la république d'Abkhazie. Le département des statistiques du Ministère du développement économique de la Géorgie estimait pour sa part que la population de l'Abkhazie atteignait 179 000 habitants en 2003 et qu'elle continuait lentement à décroître.

Tableau 3 : La population d'Ossétie du Sud (1926-2005)

	1926		1939		1959		1989		2005*	
Ossètes	60 351	69,1 %	72 266	68,1 %	63 698	65,8 %	65 233	66,2 %	45 000	64 %
Géorgiens	23 538	26,9 %	27 525	25,9 %	26 584	27,5 %	28 544	28,9 %	17 500	25 %
Russes	157	0,2 %	2 111	2,0 %	2 380	2,5 %	2 128	2,1 %	?	
Population totale	87 375		106 118		96 807		98 527		70 000	

Sources : recensements de la population de l'URSS

* La population de l'Ossétie du Sud n'a pas été recensée depuis 1989. Son dénombrement repose donc sur des estimations, lesquelles montrent une forte diminution des effectifs et une certaine stabilité des équilibres ethniques.

Tableau 4 : Fourniture d'armement à la Géorgie avant le conflit

Pays	Armement fourni
Ukraine « orangiste »	7 Hélicoptères de combat Mi-24 2 Hélicoptères de transport Mi-8 12 avions d'entraînement L-29 110 chars T-72 A/B 400 camions KrAZ Missiles sol-air très courte portée SA8 et moyenne portée SA11 30 Véhicules de transport de troupe BTR-80 58 Véhicules de transport de troupe BTR-70 52 Véhicules de combat de l'infanterie BMP-2 15 Véhicules de combat de l'infanterie BMP-1 7 Véhicules tracteur blindé MT-LB 5 canons automoteurs 203mm 2S7 12 obusiers automoteurs 152mm 2S3 Navire lance-missiles « Tbilissi » 2 bataillons de défense aérienne Buk-M1 18 lanceurs sol-air Osa-AK
République Tchèque	71 Chars T72 M1 11 Chars T55 AM2 24 obusiers automoteurs 152mm 2S3 42 obusiers tractés 122mm D30 6 Lance-roquettes multiples 122mm RM-70 25 mortiers tractés 120mm 12 Avions d'assault Su-25
République de Macédoine	Avion d'attaque au sol Su-25
Ouzbékistan	1 Hélicoptère de combat Mi-24
Bulgarie	14 mortiers tractés 120mm 12 bitubes antiaérien 23mm ZSU-23-2
Pologne	30 systèmes d'armes anti-aérien transportable GROM-2
Israël	Modernisation des chars T-72 Modernisation avions de combat Su-25 10 Véhicules de transport de troupe Rafael Wolf 4 lance-roquettes multiples 122mm Grad-Lar 5 drones Hermes et 18 Skylard 4 lanceurs sol-air courte portée Spider
États-Unis	16 hélicoptères de combat Iroquois (dont 4 destinés à servir de pièces détachées) 30 000 Uniformes 2 Navires patrouilleurs type Point
Turquie	2 hélicoptères Iroquois 76 Transports de troupes blindés Edjer 100 Véhicules blindés Cobra
Grèce	60 mortiers Navire lance-missiles « Dioskuria » (équipé de 10 missiles anti-navire Exocet)

Annexe 4 : Caricatures



Source : <http://georgiatoday.ge/news/2088/Russian-Visa%E2%80%91facilitation-and-Wrestling-with-the-EU>

Aux côtés d'un oncle Sam furieux de ne plus voir couler le pétrole, un général symbolisant l'Otan se tient en Turquie. Poutine sur un char coupe le pipeline BTC.



Source : www.davegranlund.com

La guerre ayant lieu au moment des jeux de Pékin, Poutine est représenté comme le vainqueur de l'épreuve de tir contre la Géorgie.



Source : <https://02varvara.files.wordpress.com/2008/08/the-bear-is-back.jpg>

Si l'ours sud-ossète agressé par le Géorgien en appelle à la Russie, ce dernier reclame l'aide américaine, otanienne et ceuropéenne.



Source : <https://poldraw.files.wordpress.com/2008/08/play-dead.jpg>

Le président Bush conseille de faire le mort à un Saakachvili écrasé par l'ours russe venu à la rescousse de l'ours sud-ossète.



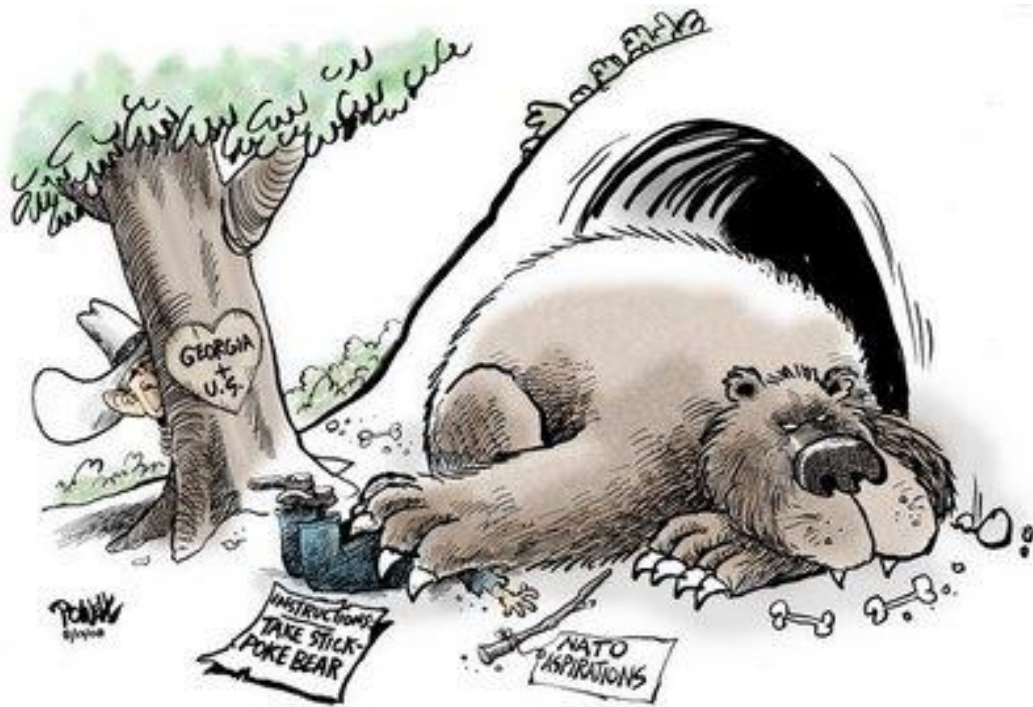
Source :

http://orig02.deviantart.net/ce51/f/2008/226/f/0/russia_georgia_conflict_5_by_latuff2.jpg



Source : <http://www.adamzyglis.com/cartoon752.html>

La difficile position morale américaine au moment où les États-Unis sont embourbés dans la guerre d'Irak.



Source : <https://www.strategic-culture.org/news/2016/10/09/why-do-they-hate-us-so-western-scholar-reply-russian-student.html>

Ce dessin représente un Géorgien écrasé par l'ours russe. Sur le papier : instruction, prend le bout de bois et asticotte l'ours. Attaché au bout de bois : Aspirations otaniennes. Derrière l'arbre, où figure l'inscription d'amour entre les États-Unis et la Géorgie, se cache le président Bush.



Source : wirednewyork.com

Annexe 5 : Ordres d'opération géorgiens (traduction anglaise par la commission d'enquête de l'UE). Source : Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia, septembre 2009

(Translation from Georgian)¹

Addressed to:
Chief of Staff
Signature 07.08.08

Classified
Copy No. 2
4th Infantry Brigade
Headquarters
Vaziani
01.30 07 August 2008

Preliminary order No. 01
Map No. 1:50000, K-38-64-A, K-38-90-B, K-38-64-V, K-38-64-G
Revision 1987
Local time

1. Background

In the 1990-s the situation in the Samachablo region *{South Ossetia -original translator's note}* deteriorated, the local administration used the Russian political backing to drive the ethnic Georgian population out of the region. The only remaining ethnic Georgian residents settled within the boundaries of the Didi-Liakhavi district *{a village north of Tskhinvali}*. Russia used its political and economic leverage to send peacekeeping forces into the region. These forces destabilized the situation and openly supported separatist leaders.

As of late illegal armed gangs have regularly attacked ethnic Georgians residing in the region and opened fire from small and large calibre weapons. At the same time these gangs continue to rearm, which in turn poses a greater threat to the Georgian population of the region.

A. Opposing force *{the numbering convention is the same as in the original language}*

Ossetian separatists in the Samachablo region continue their military confrontation with the local population and the peacekeeping forces.

Their key tactical methods and capabilities are as follows: improvised explosive devices (IEDs), sniper fire, improvised rocket launchers, 60-82mm mortars as well as complex ambushes.

¹ Unofficial translation by the Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia.

B. Own forces:

- 41st infantry battalion
- 42nd infantry battalion
- 43rd infantry battalion
- armour battalion
- artillery battalion division
- support battalion
- HQ company
- reconnaissance company
- engineer company
- signal company

Registration stamp 7.08.
2008

C. Augmentation units

Not available

2. Mission objectives

Units of the 4th infantry brigade will be put on high combat readiness alert at the location of their deployment no later than 8.00 on 7 August 2008 in order to provide support to the Task Group.

3. Execution

a) Concept of operation: in this operation it is important to quickly transition to a higher combat readiness at the location of deployment in order to provide support to the combined Task Group engaged in a stabilisation operation in the Tskhinvali region. The brigade is to carry out a full spectrum of operations using manoeuvre units.

b) Manoeuvre units mission:

Light infantry battalions.

Objective: these units will quickly transition to combat readiness no later than 11.00 *{no date specified}* 2008 to redeploy from the current location to provide support to the Task Group; the units will carry out stabilisation, offensive and defensive missions in the area of operation.

c) Support units mission:

Artillery division

Mission: be ready to support the manoeuvre units in the course of the operation.

Reconnaissance company

Mission: the reconnaissance company will begin to carry out a reconnaissance mission in the area of operation as of 05.00 on 7 August of this year in order to study the brigade's area of deployment.

d) Coordinating instructions

1. The order shall enter into force immediately upon its issue;

2. Key commander requirements:

- all units must be fully ready to carry out their missions;
 - [all units] must be armed in full compliance with the standard procedure applicable to operations carried out in residential settlements in the daytime and at night;
 - situation with respect to classes of supplies;
3. Compliance with the rules of engagement;
4. All units must coordinate their operation with the brigade.

4. Logistical support

Logistical support shall be provided to the 4th infantry brigade in accordance with the supply classification requirements applicable to battalion-size forces. Priority shall be given to the following classes I, III, V, VIII and water.

5. Control and Communications

Control and communications shall be executed in accordance with the standard operating procedures (SOP).

Commander, 4th Infantry brigade
Major *Signature* G. Kalandadze

Reverse side:

No. 0666

Printed: 7 (seven) copies

Copy No.1-16161

Copy No.2-16162

Copy No.3-16163

Copy No.4-16164

Copy No.5-16165

Copy No.6-16166

Copy No.7-16167

To be distributed in selected companies

Executed by: Major Z. Dzhandzhalia, G-3

Tel. 877-19-39-49

7.08.2008

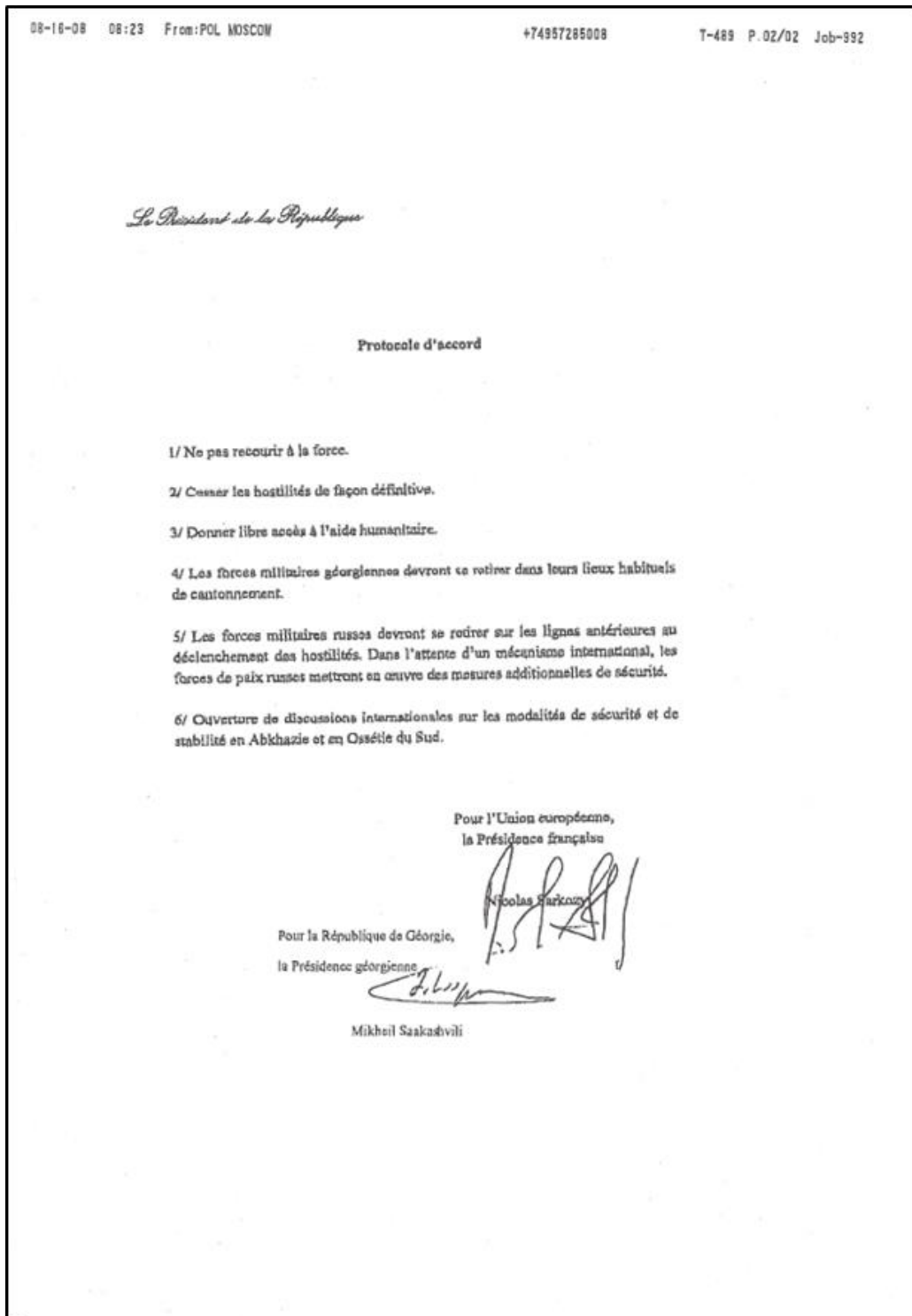


Plan de bataille contre l'Ossetie représentant les forces russes et sud-ossètes.



Ordre graphique de l'opération contre l'ossétie du Sud

Annexe 6 : Plan Sarkozy Medvedev en 6 points. Source : Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia, septembre 2009



La Russie contesta le point n°5 et demanda à maintenir des forces en territoires géorgiens pour assurer des mesures de sécurité additionnelles.

Paris, le 16 août 2008

COMMUNIQUÉ

La Présidence de la République, dans un souci de transparence, souhaite rendre publique la lettre qui établit précisément les modalités de mise en œuvre du point 5 de l'accord de cessez-le-feu en six points, telles qu'elles ressortent de l'entretien du Président de la République Nicolas SARKOZY avec le Président Dimitri MEDVEDEV le 12 août. Cette lettre a été adressée le 14 août au Président Mikhaïl SAAKACHVILI.

== début de citation ==

Monsieur le Président,

S'agissant du point 5 de l'accord en six points auquel vous avez –après le Président Medvedev- donné votre accord le 12 août dernier lors de notre rencontre à Tbilissi, et qui prévoit que « les forces militaires russes devront se retirer sur les lignes antérieures au déclenchement des hostilités » et que « dans l'attente d'un mécanisme international, les forces de maintien de la paix russes mettront en œuvre des mesures additionnelles de sécurité », je souhaite vous faire part des précisions suivantes :

- Ainsi que je l'ai précisé lors de notre conférence de presse conjointe à Tbilissi, ces « mesures additionnelles de sécurité » ne pourront être mises en œuvre que dans l'immédiate proximité de l'Ossétie du Sud, à l'exclusion de toute autre partie du territoire géorgien ;
- Plus précisément, ces « mesures » ne pourront être mises en œuvre qu'à l'intérieur d'une zone d'une profondeur de quelques kilomètres depuis la limite administrative entre l'Ossétie du Sud et le reste de la Géorgie, de façon à ce qu'aucun centre urbain significatif n'y soit inclus –je pense en particulier à la ville de Gori- ; des arrangements particuliers devront être définis pour garantir la liberté de mouvement et de circulation le long des axes routiers et ferroviaires de la Géorgie ;
- Ces « mesures additionnelles de sécurité » prendront la forme de patrouilles effectuées par les seules forces de maintien de la paix russes aux niveaux autorisés par les arrangements existants, les autres forces russes se retirant sur leurs positions antérieures au 7 août conformément au protocole d'accord ;

Service de presse

- Ces « mesures » auront un caractère provisoire, en attendant l'établissement dans les meilleurs délais du « mécanisme international » dont la nature et le mandat sont d'ores et déjà en cours de discussion dans différentes enceintes internationales, en particulier l'OSCE, l'Union européenne et les Nations Unies.

Fort de ces précisions, je vous demande de bien vouloir confirmer l'accord que vous m'avez donné et que vous avez annoncé publiquement à Tbilissi, en apposant votre signature au bas du protocole d'accord en six points que j'ai moi-même signé en tant que témoin et garant au nom de l'Union européenne. Le Président Medvedev m'a assuré hier que votre signature conduirait au retrait des forces russes conformément à l'accord conclu.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.

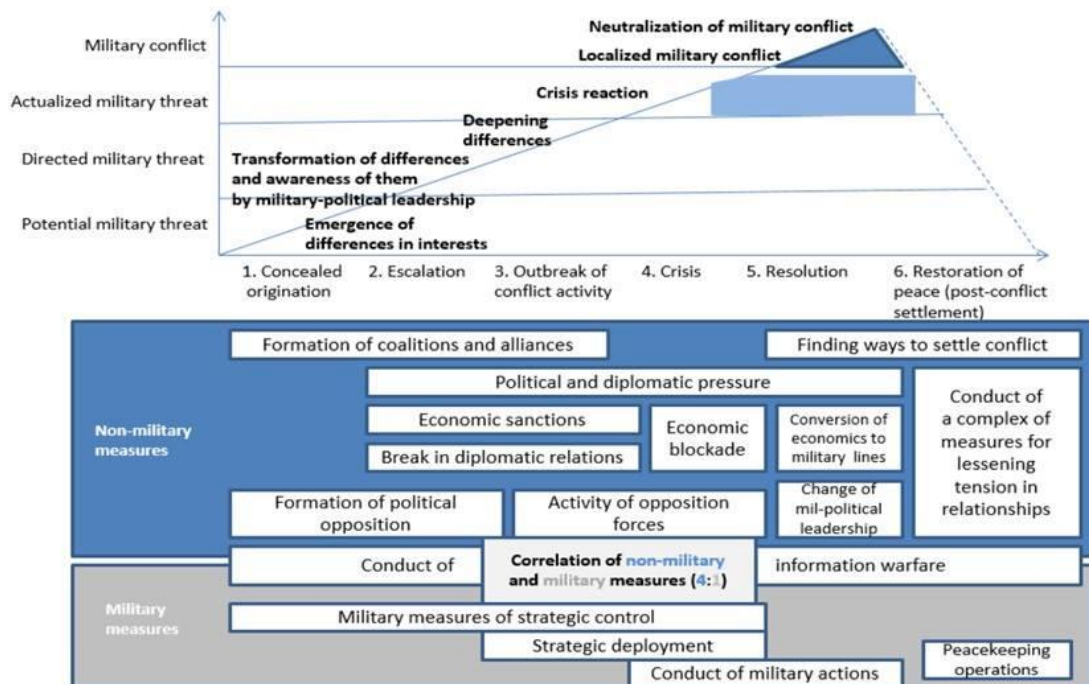
Signé : Nicolas SARKOZY

== fin de citation ==

La Présidence de la République souhaite ajouter les 3 précisions suivantes :

- Dans la lettre accompagnant le document relatif au cessez-le-feu, le territoire mentionné se comprend comme l'immédiate proximité de la zone de conflit, telle qu'elle est définie par les arrangements antérieurs, à l'exclusion de toute autre partie du territoire géorgien. Les mesures définies par ce document ne pourront être mises en œuvre qu'à l'intérieur d'une zone d'une profondeur de quelques kilomètres, autour Tskhinvali dans la zone de conflit.
- En aucune manière les mesures mentionnées dans la lettre ne pourront limiter ou mettre en danger la liberté de mouvement et de circulation le long des axes routiers et ferroviaires de la Géorgie.
- D'autres aspects du processus de résolution du conflit seront discutés ultérieurement.

The Role of Non-Military Methods in the Resolution of Interstate Conflicts of Warfare Domains



Valery Gerasimov, "The value of science in anticipation," VPK news, 27 February 2014, accessed 2 July 2014, <http://www.vpk-news.ru/articles/14632>. Translated and created by Dr. G. Scott Gorman, School of Advanced Military Studies. From: MAJ Antonius J.C. Selhorst, "Fear, Honor, Interest: An Analysis of Russia's Operations in the Near Abroad (2007-2014)" SAMS Monograph. <http://cgsc.contentdm.oclc.org/cdm/singleitem/collection/p4013coll3/id/3398/rec/4>

Bibliographie

BEROUTCHACHVILI N, Radvanyi, J. *Atlas géopolitique du Caucase*, Paris, Publications des Langues'O, 1996.

CARRERE D'ENCAUSSE H, *La Russie entre deux mondes*, Pluriel, 2011.

DEBAY, Y, « Choc dans le Caucase »", *Assaut*, 34, octobre 2008, p. 25-47

CORNELL, S E. *Autonomy as a source of conflict – Caucasian conflicts in theoretical perspectives*, *World Politics*, n° 54, 2002 p. 245-276.

GERMAN, T C, « Le conflit en Ossétie du Sud : la Géorgie contre la Russie », *Politique étrangère*, n° 1, 2006 p. 51-64.

GORDADZE, T, La Géorgie et ses « hôtes ingrats », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, p. 161-176.

GIORGOBIANI, K, « Russie-Géorgie: un an après la guerre », *Diplomatie*, 40, septembre-octobre 2009, p. 66-71.

Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia, septembre 2009

International Crisis Group, *Russia vs Georgia : The Fallout*, Bruxelles-Tbilissi, Europe Report 2008, n° 95,

LYNCH, D, « Separatist states and post-soviet conflict », *International Affairs*, vol. 78, n° 4, 2002, p. 831-848.

PETRIC, B, « À propos des révolutions de couleur et du soft power américain », *Hérodote*, n° 129, 2008, p. 7-20.

POUKHOV, R, *Les chars d'août*, Centre d'Analyse des Stratégies et des Technologies de Moscou, 2010.

RADVANYI, J, *L'URSS : régions et nations*, Paris, Masson, 1990.

RADVANYI, J, « Grand Caucase, la montagne des peuples écartelée », *Hérodote*, n° 107, 2002, p. 65-88

RAZOUX, P, *Histoire de la Géorgie la Clé du Caucase*, 2009.

RICHARDOT, P, « Europe : retour à l'ère des surprises ? » : *Revue Militaire Suisse*, mai 1999, p.25-30.

SERRANO, S, *Géorgie – Sortie d'Empire*, Paris, CNRS éditions, 2007.

SERRANO, S, « Géorgie : le rêve brisé » *Politique internationale*, n° 121, 2008, p. 153-172.

SVANTE, CORNELL et autres, *The Guns of August 2008:Russia's War in Georgia*, 2015

THOREZ, P, « Flux et déplacements dans le Caucase », *Cahiers de géographie de l'université de Savoie*, n° 2, 2004, p. 135-142.

URJEWICZ, C, « Le Caucase: le retour d'une région oubliée? », *Les Grands dossiers de Diplomatie*, 11, octobre-novembre 2012, p. 6-9.

ZOURABICHVILI, S, *La tragédie géorgienne*, Paris, Grasset, 2009.

Principaux sites internet utilisés

Français :

IFRI : <https://www.ifri.org/>

LeFigaro : www.lefigaro.fr/international

Télérama : <http://www.telerama.fr>

Russes :

Gouvernement russe : <http://kremlin.ru>

ITAR-TASS : <http://tass.com/>

RIA Novosti : <https://ria.ru/>

Nezavissimaïa gazeta : <http://www.ng.ru/>

Géorgiens :

Civil-ge : <http://civil.ge/eng/>

Georgia Today: <http://georgiatoday.ge/>